Journal 29 septembre - 6 octobre 2021.qxp_HO 9/29/21 4:04 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 37 *New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10* ***29 septembre - 6 octobre 2021***

L'ENVOYÉ SPÉCIAL POUR HAÏTI DANIEL FOOTE PART AVEC FRACAS

Les États-Unis et la communauté internationale sur la sellette

La politique interventionniste dénoncée avec véhémence

Par Léo Joseph

L'envahissement du territoire américain par des réfugiés haïtiens arrivés par milliers, à la frontière américano-mexicaine, au niveau de la petite ville Del Rio, au Texas, ayant déclenché leur expulsion massive sur Haïti, est l'occasion d'exposer la politique interventionniste des États-Unis et de ses alliés par un diplomate américain de haut niveau. Les dénonciations qu'il a faites, dans sa lettre de démission, donnent raison à tous les Haïtiens qui n'ont jamais cessé de protester

Ambassadeur Kenneth Merten

Secrétaire d'État Antony Blinken

l'ingérence étrangère, surtout américaine, dans les affaires internes d'Haïti, qui ont valu au pays les pires gouvernements qu'il a eus.

En effet, à peine deux mois depuis qu'il a été choisi comme Envoyé spécial pour Haïti, Daniel Foote, un diplomate de carrière, est sorti claquant très fort la porte, en sus d'exposer tous les travers politiques dont les diplomates étrangers se font coupables, à l'égard du peuple haïtien.

Dans sa lettre de démission, Daniel Foote a opté pour « *laver le linge sale en public* ». Il n'est pas allé par quatre chemins pour mettre en évidence les profonds désaccords qu'il a eus avec l'establishment diplomatique de son pays, dans le cadre de sa mission. De toute évidence, il est profondément frustré, dénonçant les abus dont il a été l'objet, notamment la « *falsification* » des rapports qu'il a soumis.

Suite en page 8

Le CEP illégal et inconstitutionnel de Jovenel Moïse destitué

UN BRAS DE FER S'ANNONCE, MAIS QUI LE SOUTIENDRA ?

Jovenel Moïse, les alliés du CEP déchu vont devoir dire toute la vérité.

Guylande Mésadieu, le temps de rendre des comptes.

Par Léo Joseph

Pris à partie dès sa création par la plupart des secteurs politiques et de la société civile, et dénoncé presque en permanence dans la presse, le Conseil électoral provisoire (CEP), qui prétendait organiser des élections générales, à la fin de cette année, a été destitué. Un arrêté signé par le Premier ministre de facto, Dr Ariel Henry,

Suite en page 5

DANS LA FOULÉE DE LA DÉPORTATION MASSIVE DES MIGRANTS HAÏTIENS

Haïti, tombeau de diplomates, potentiel sépulcre de président

Joe Biden et l'effet boomerang de ses mauvaises décisions

Des bébés latino-américains et leurs parents parmi les réfugiés parqués sous le point Del Rio, au Texas.

Par Léo Joseph

Dans l'opinion publique, en Haïti, on se plaît à dire que ce pays est le « *tombeau des diplomates* ». Jamais les émetteurs d'opinions et les commentateurs politico-diplomatiques n'auraient pensé à l'assimiler à la chute de chef d'État. Le déferlement de plus de 15 000 réfugiés haïtiens, à la fois, sur la frontière sud des États-Unis, au moment où le président américain se trouve politiquement vulnérable, risque de le pousser à se faire hara-kiri. À moins de trouver, de manière opportune, les décisions lui permettant de conjurer le mauvais sort.

Avant toutes autres considérations, cette mise au point perti-

Suite en page 15

HAPPENINGS!

A spirit of service and involvement on the part of the Haitian Diaspora

Patrick Gaspard

Ronide Cayo, in the splendor of a garden showing ofw with "jouwoumou" (pumpkin).

By Raymond Alcide Joseph

In the wake of the catastrophes that have shaken Haiti in the past three months, including a 7.2 magnitude earthquake in August, with a hurricane in tow, the terrible humiliation of Haitian

Continued on page 7

Journal 29 septembre - 6 octobre 2021.qxp_HO 9/29/21 4:04 AM Page 2

Sante Mantal POU TOUT MOUN

SÈVIS POU TOKSIKOMANI

ÈD POU DEPRESYON

SIPÒ NAN KA KRIZ

KONSÈY SIKOLOJIK 24 SOU 24/7 JOU SOU 7

AK PLIS BAGAY TOUJOU

KONTAKTE POU JWENN SWEN:
1-888-692-9355 oswa ale sou
MentalHealthForAll.nyc.gov

Kèlkeswa moun ou ye a. Kèlkeswa sa ou bezwen.
NYC la pou ou.

NYC

Journal 29 septembre - 6 octobre 2021.qxp_HO 9/29/21 4:04 AM Page 3

NOUVELLES BRÈVES L'ACTUALITÉ EN VRAC

Le Premier ministre de facto Ariel Henry fait des vagues

Après avoir, l'autre semaine, limogé le ministre de la Justice, le commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, ainsi que le secrétaire du cabinet ministériel, c'est maintenant le tour du Conseil électoral provisoire (CEP) de Guylande Mésadieu, qui se croyait inamovible.

En effet, avant-hier, lundi 27 septembre, par arrêté, il est dit que le gouvernement « *a libéré les membres du CEP de leurs liens avec l'administration publique* ». Ainsi a été « *reporté l'arrêté du 18 septembre 2020 les nommant et fixant le mandat de l'institution électorale* ». Alors, faut-il présumer que le démantèlement de l'ordre jovenelien a commencé ?

Par ailleurs, en faisant publier dans *Le Moniteur*, organe officiel de l'État, l'arrêté, le Premier ministre envoie un message à Lyonel Valbrun, secrétaire général au Palais national, libre de la présidence, qu'il pourrait être la prochaine victime de ce mouvement de révocation à peine lancé.

Or, dans une lettre, en date du 17 septembre, au directeur des Presses nationales, M. Valbrun lui rappelait que « *selon les prescrits de l'article 7 du Décret présidentiel du 1er février 2016 . . . le secrétaire général reçoit le dépôt de tous les textes à caractère officiel ou légal et s'assure, le cas échéant, de leur publication au Journal officiel de la République* ». En conclusion, M. Valbrun devait ajouter : « *Le secrétaire général est le seul organe habilité à transmettre tout acte aux Presses nationales pour publication, autrement ceci constitue une faute qui emporte ses conséquences* ».

Cette missive a été adressée au directeur des Presse nationales, suite à la publication du décret limogeant le ministre de la Justice et autres. Alors quelles en seront les conséquences le concernant, puisqu'il a récidivé, en continuant de publier les décrets émanant directement du bureau du Premier ministre ? Ne devrait-on pas s'attendre à de fâcheuses conséquences le concernant ? Peut-être que le secrétaire général, lui-même, serait en passe de faire face à de sérieuses conséquences.

Mouvement de rébellion contre le Premier ministre

Mais la situation a pris une tournure inespérée, tel un bras de fer qui s'annonce. Dans son communiqué de presse No.4, daté du 7 septembre, le « *Rassemblement des jovenelistes pour la démocratie* » (RJD), après avoir relevé des failles dans la publication du décret, sans les signatures des ministres, a déclaré qu'il s'agit d'« un faux en écriture (sic) . . . *un crime puni par la loi, notamment les articles 107 à 110 au code pénal. Les auteurs et co-auteurs de ce crime doivent être traduits en justice* ».

Vraiment ces « *jovenelistes* » sont partis en guerre, tel que constaté par la conclusion de leur communiqué : « *Cet ultime acte arbitraire, unilatéral et illégal du Premier ministre putschiste renvoyant les élections aux calendes grecques, consacre la mise en place en Haïti d'une autocratie, avec le silence des co-auteurs présumés de l'assassinat du président Moïse* ».

Comme si cela ne suffisait pas, le Conseil électoral provisoire (CEP), sous la signature d'Esperancia César, vice-présidente, avance que « *Les membres du Collège électoral provisoire (CEP) informent le public en général et la presse en particulier que le prétendu arrêté pris par le Sieur Ariel HENRY, Premier ministre par intérim ne nous concerne pas, puisque au regard de la loi cet arrêté est en violation flagrante* » d'autres arrêtés, soit celui du 14 septembre 2020 les nommant et celui du 5 juillet le nommant Premier ministre par intérim lui faisant « *injonction d'accompagner le Conseil provisoire dans l'accomplissement du processus électoral* ».

À souligner que le Premier ministre parle d'arrêté du 18 septembre 2020, tandis qu'il est question de 14 septembre 2020

Le président Joseph Biden.

dans le communiqué du CEP signé Espérencia César. Qu'ils harmonisent leurs dates.

Comment le Premier ministre va-t-il s'y prendre pour confronter ce mouvement de rébellion le déclarant illégal, même criminel ? Vraiment le torchon

Le Premier ministre de facto Ariel Henry.

brûle à Port-au-Prince !

Le Premier ministre dans un discours à l'ONU- Depuis Port-au-Prince, samedi dernier, 25

Guylande Mésadieu.

septembre, le Dr Ariel Henry, dans un discours virtuel, à l'Assemblée nationale des Nations-Unies, à sa 76e session, a fait des déclarations pertinentes. Sans contester le droit qu'a tout État souverain de contrôler ses frontières, il a, toutefois, lancé un message irréfutable : « *Les migrations continueront tant qu'il y aura sur notre planète des zones de prospérité, tandis que la majeure partie de la population mondiale vit dans la précarité, parfois extrême, sans perspective d'une vie meilleure* ».

Il faisait référence aux migrants haïtiens, mentionnant « *les images du traitement réservé à plusieurs de mes compatriotes à la frontière entre le Mexique et les États-Unis [qui] ont choqué plus d'un* ».

Sans le contredire, on se demande si la corruption et l'impunité entretenues en Haïti ne sont pas à l'origine de la fuite de ses compatriotes de la terre natale ? Que peut-on dire des 4,2 milliards de dollars du fonds PetroCaribe ? Une saine gestion de cet argent n'aurait-il pas créer une atmosphère meilleure en Haïti, empêchant nos congénères de prendre les risques que comportent ces voyages jusqu'aux portes de l'El Dorado américain ? Avec $170 millions seulement, soit 4 % de ce magot, on aurait pu construire 10 hôpitaux de référence, type Hôpital de Mirebalais, un dans chaque département.

Alors, les multimillionnaires haïtiens — suivez mon regard — , ne sont-ils pas responsables de l'humiliation subie par nos concitoyens sous le pont de Del Rio ?

Qu'en est-il des $10 milliards recueillis pour Haïti après le tremblement de terre de 2010 ? Ne disait-on pas qu'« *Haïti serait reconstruite mieux qu'auparavant* », selon le slogan « *Build Back Better* de la CIRH (Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti), co-présidée par l'ex-président américain Bill Clinton et Jean Max Bellerive, lors Premier ministre ?

Alors que le Premier ministre de facto Ariel Henry sache que « *autant que la corruption et l'impunité trônent en Haïti* », ses concitoyens risqueront leur vie, à la recherche d'un aller mieux ailleurs, se faisant horriblement humilier, en sus d'être déportés vers l'enfer sur terre qu'est devenu Haïti grâce à ses prédécesseurs, qui œuvrent pour reprendre le pouvoir.

***La valse des millions continue-t-elle ? : USD 5,5 millions $ décaissés à l'intention des déportés?** Selon les déclarations d'Alejandro Mayorkas, ministre de *Homeland Security*, dont dépend le Service d'immigration, le gouvernement américain a déboursé 5,5 millions de dollars pour permettre aux déportés de se rétablir dans le pays qu'ils ne reconnaissent plus, assujetti, tel qu'il est, aux gangs.

Selon des rapports d'Haïti, en arrivant au pays, certaines familles reçoivent 100 dollars, les individus 50 $, d'autres encore moins. Considérant que jusqu'au lundi, 27 septembre, 4 000 personnes ont déjà été déportées, même si l'on devait débourser 100 dollars à chacun, on serait toujours à 400 mille dollars, pas même un demi-million de dollars.

Qui est chargé de superviser ce programme, chétif et insultant, soit-il, destiné à soulager les peines de ces malheureux ? Le Premier ministre de facto a fait savoir, dans un tweet, que les USD 5,5 millions $ ont été mis à l disposition de l'Organisme mondial de la migration (OMI), par les États-Unis.

Le kidnapping prend des proportions alarmantes, les autorités débordées

Nul n'est exempt de ce fléau, qui frappe au quotidien, en Haïti. Durant le week-end dernier, *Vant Bef Info* (VBI) a signalé « *pas moins d'une dizaine de cas d'enlèvements* ». Mais le meurtre spectaculaire, dimanche dernier, 26 septembre, de Sylner Lafaille, diacre de la très réputée Église baptiste de la rue de la Réunion, à Port-au-Prince, a causé l'émoi général.

Alors que le couple Lafaille rejoignait les autres fidèles pour l'adoration dominicale, des brigands lourdement armés voulaient enlever son épouse, née Marie Marthe Laurent. Le mari, s'y étant opposé, et essayant de protéger son épouse, a été froidement abattu sous les regards effrayés des fidèles. Et les kidnappeurs sont partis avec leur victime.

La Fédération protestante d'Haïti, exprimant son indignation, a condamné cet acte inouï, et insiste pour que les autorités assument leurs responsabilités, face à cette situation intenable. L'Office de la protection du citoyen (OPC), condamnant

Suite en page 14

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 29 septembre - 6 octobre 2021.qxp_HO 9/29/21 4:04 AM Page 4

LE COIN DE L'HISTOIRE

L'immigration levantine en Haïti

Par Charles Dupuy

Vers 1890, sous la présidence de Florvil Hyppolite, des hordes de Levantins à la mine effarée débarquaient en Haïti. C'étaient presque tous des chrétiens maronites, des Arméniens, des Syriens, des Libanais, mais aussi des Palestiniens, quelquefois encore des Juifs, qui fuyaient ce foyer de guerre, de discordes et de troubles qu'était alors l'Empire ottoman. Rescapés des persécutions musulmanes, ils venaient demander refuge, une place pour vivre tranquille avec leurs femmes et leurs enfants.

L'arrivée massive de ces immigrants, de ces Bacha, de ces Chamié, Attié, Salamé, Assali, Batroni, Aziz, Moura, Issa, Ben Issa, Saliba, Benhabib, Najib, Sassine, Fatal, Fadoul, Handal, Fouad, Hage, Cassis, Rachid, Salès, Jaar, Khoury, bref, de ces Arabes, comme on les dénomme assez généralement, à cause de leur langue, n'allait pas tarder à alimenter la controverse et enflammer l'ardeur nationaliste des chroniqueurs. « *Lorsqu'on passe par les rues transversales de Port-au-Prince, jadis toutes habitées par des marchands haïtiens et qu'on y voit tout ce peuple de Levantins, de nez en bec d'aigle, on se demande, morbleu ! si on est en Haïti ou en Syrie* », s'interroge l'éditorialiste du journal *Le Devoir*. Cette publication a d'ailleurs adopté pour devise «*Haïti aux Haïtiens*» et se proclame carrément anti-syrienne. Comme d'autres organes de presse, le journal se veut le porte-parole des commerçants haïtiens, des petits boutiquiers en particulier qui regardent comme une menace mortelle l'envahissement des Levantins dans ce qu'ils considéraient jusque-là comme leur chasse gardée, le commerce de détail. Pendant que toute la presse de l'époque dénonçait le « *péril syrien* », au Palais national on faisait jouer *Haïtiens et Syriens*, une comédie à succès de Vandenesse Ducasse qui caricaturait l'immigrant levantin, l'accablait de railleries, à la grande jubilation des spectateurs.

Parce qu'il faut considérer que le nouvel arrivant levantin n'est plus ce colporteur dépenaillé de ses débuts. Besogneux, patient, économe, il a fait du chemin depuis les premiers jours de son débarquement au pays. En peu d'années, ce travailleur infatigable a investi toutes les places de commerce de la république. On le retrouve à la Petite Rivière de Nippes, au Petit-Goâve, à Grand-Goâve, il est aussi à Jérémie, à Jacmel, à Saint-Marc, au Cap, aux Cayes et aux Gonaïves, il est présent partout où l'on peut faire des affaires, de bonnes affaires. Il prend peu à peu possession du commerce de détail, contrôle déjà celui de la spéculation en denrées et met en déroute les hommes d'affaires locaux qui crient bien fort leur colère et leur désarroi. Les commerçants haïtiens désignent les Levantins comme des concurrents déloyaux, des contrebandiers, des faux-monnayeurs, des vendeurs malhonnêtes de produits falsifiés.

Sous la présidence de Nord Alexis, le Corps législatif sortit les grosses pièces de son arsenal et vota la loi du 13 août 1903 qui interdisait l'entrée en territoire haïtien d'immigrants d'origine levantine. À ceux déjà établis dans le pays, la loi n'accordait qu'un court délai de six mois pour liquider leur commerce et quitter le territoire. De plus, elle limitait le statut des Levantins à celui de négociant consignataire et les empêchait de réclamer la nationalité haïtienne avant d'avoir séjourné au moins dix ans dans le pays. Parce qu'il regardait ces mesures comme le résultat d'un complot anti-levantin ourdi par les grands commerçants allemands et parce qu'il redoutait les complications diplomatiques qui pourraient découler de ces dispositions, qu'il jugeait injustes et abusives, le président hésita longtemps avant de donner force exécutoire à la loi.

Ce n'est que le 8 juin 1904, quand ces immigrants seront suspectés, mais avec quelque apparence de raison, d'être impliqués dans des activités de contrebande et dans la pernicieuse industrie de contrefaçon de papier-monnaie, que Nord Alexis consentit enfin à promulguer la loi anti-levantine. Ironiquement, les premières victimes en furent ceux qui s'étaient nationalisés Haïtiens ou qui s'étaient abrités sous le pavillon français, les autres, ceux qui détenaient la nationalité américaine ou britannique, n'eurent rien à craindre des autorités et purent continuer à prospérer en toute liberté dans le pays.

Découragés par ces décisions officielles, qui visaient à leur faire la vie dure, c'est en masse que les Levantins se résigneront à abandonner le pays. Des quinze à vingt mille, dont on estimait leur nombre, en 1903, il n'en restera tout au plus que deux ou trois mille au bout d'une décennie. C'est un triomphe pour les milieux anti-levantins, qui pavoisent et applaudissent le départ de ceux qu'ils considèrent comme une engeance nuisible à l'essor économique d'Haïti.

À l'arrivée d'Antoine Simon à la présidence, la colonie levantine sera violemment prise à partie par les lecteurs du *Nouvelliste* qui, dans les colonnes de la chronique *Libre Tribune*, les accusent d'avoir apporté la ruine et la désolation dans le pays. À cela, les Levantins répondent que les vrais motifs de la banqueroute d'Haïti sont les guerres civiles et le désordre populaire. Ils en profitent d'ailleurs pour se placer sous la sauvegarde du président de la République, lequel a promis de protéger les étrangers en considération du fait que « *le commerce est le sang du pays* ». Moins de vingt ans après leur arrivée en Haïti, on peut dire que la présence des Levantins exacerbait les tensions sociales et déchaînait les plus folles passions au sein de l'opinion.

Sous la présidence de Leconte, toute la presse ainsi que les nombreuses ligues et associations anti-levantines fondées par des commerçants haïtiens, réclamaient l'application immédiate de la loi du 13 août 1903, celle qui, sous Nord Alexis, avait déjà conduit à l'expulsion massive des petits détaillants levantins. Sous la pression de l'opinion anti-métèque, le président Leconte créa des commissions spéciales dans chacune des communes du pays, chargées de dresser la liste des commerçants arabes et de se prononcer sur leurs mœurs.

En décembre 1911 le président Leconte refusait de renouveler la licence d'exploitation d'une centaine de petits commerçants levantins pour la prochaine année fiscale. Cette mesure, qui équivalait à leur expulsion du pays, fut saluée avec reconnaissance par leurs concurrents haïtiens. Dans des lettres publiées dans *Le Nouvelliste*, certains adressaient des adieux moqueurs à Salim, à Mourad et à Mustapha, alors que d'autres applaudissaient le président qui, en prenant cette sage décision, protégeait les familles haïtiennes et les sauvait de la ruine qui les menaçait. À l'évidence, Leconte n'aimait pas les Arabes et c'est sous son administration que l'ordre d'expulsion, qui les visait sera le plus strictement appliqué. Dans la nuit du 8 août 1912, une terrible explosion faisait sauter le Palais national entraînant dans la mort plusieurs centaines de soldats et le président Leconte lui-même. Les rumeurs de complots ne cesseront jamais d'être évoquées pour expliquer cet événement. Même si, pour démêler cette question, on ne sortira jamais du cercle des hypothèses, il n'empêche que parmi les nombreuses théories qui circulaient on fera vite figurer les Syriens sur la liste des suspects responsables de la mort tragique du président Leconte.

En 1916, la colonie levantine sera de nouveau prise à partie par un groupe de commerçants haïtiens dans les colonnes du quoti-

Suite en page 13

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Déclaration de Rosnick Grant

Chers tous,

Je rends gloire à Dieu, car jusqu'â date, je suis encore en vie.

En tentant d'assassiner mon caractère par la manipulation, les lâches cherchent à tuer l'espoir d'une belle génération d'arbitres femmes et hommes; Il vous revient à tous de faire feu de tout bois, pour atteindre les objectifs que j'ai fixés pour les années à venir, dont la présence des officiels haïtiens dans les compétitions internationales majeures.

Certains se réjouissent de la parodie de justice, qu'ils ont complotée, et d'autres en soufrent dans leur cœur.

Malgré les adversités, sachez que je continuerai à donner à Haïti tout ce que je peux, et sans rancune, en fonction de ce qu'elle mérite. Car, la vérité et la motivation des comploteurs (auteurs, coauteurs et complices) seront, un jour, mises à nu.

Qui vivra, verra !

Tout est grâce !

Rosnick Grant
V. 23 juillet 2021

DE BROSSE & STUDLEY, LLP
Richard A. De Brosse
Attorney at Law
ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 29 septembre - 6 octobre 2021.qxp_HO 9/29/21 4:04 AM Page 5

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Comment négocier l'application politique sans la diaspora

MICHEL JOSEPH UN PASAPORT QUI PÈSE

Par Dan Albertini

Entre (), Abinader est d'une tentation en RD qui va lui faire du mal, fermons-les ().

Mai 2019, je publiais *en double résonnance avec la meringue de miky (Michel Joseph Martelly),* voici comment je présentais en bref le sujet : Musicien compositeur, *massif* de vocations porte-parole prêt pour le défi par inhibition, c'est une impression. [...] Musicien interprète, *élancé* de vocation gourou prêt pour la *provoc* par impulsion, c'est une impression..., etc. Pour mieux me le rappeler, je poursuis : *Il est de la politique, un courant d'ascendance militaire avec des bottes d'enfance en conséquence. De l'autre, d'aspiration militaire avec bottes d'adulte en inconséquence*. J'avais effectivement à l'esprit ce besoin de surveiller via l'observatoire du *dies*, car je savais que cette *bête* politique, en l'occurrence *mike* Michel Joseph n'avait pas dit son dernier mot, malgré le silence latent. Il est de la Diaspora et en Haïti, il est candidat avec un projet haïtien avec un défi. Il est Défi. *Adaptation politique obligée* !

La Nation constate un vide présidentiel quand un sénateur président du Sénat abandonne son assermentation volontairement pour se déclarer 'Président' de la République. On a parlé de vide constitutionnel pourtant il y a une constitution en vigueur. C'est d'ailleurs au nom de cette constitution que la querelle politique navigue autour d'un projet non commun, car il y aurait en réalité plus de trois projets au stade de postulat, et sans école. Il y a pourtant un seul pays qui a vu plus qu'un assassinat, mais un collège de constatations, dont la plupart inscrits en formule d'assassinat. Donc, incitation à la violence, au meurtre, et moult formes de suggestions libérales directement en onde. Si la justice reste anéantie par sa politisation depuis des lunes, elle est aussi sur le coup de la constitution, donc il

Mike Joseph

y a une constitution qui déclare un bras de justice légale. La question est donc celle-ci : si tout est négociable politiquement, la présidence aussi, la présence éculée de Daniel Foote conseiller envoyé de Washington, comment la Diaspora peut-elle être mise en écharpe si ce n'est pas un coup d'État qui sévit ? C'est dans ce contexte que je vois Michel Joseph.

J'observe encore aujourd'hui ce, je me répète ici : *provocateur né entrepreneur idéaliste qui est d'une sieste économique, il fonce. Il est pragmatique, Michel joseph met la main à la pâte, pétri même la poussière pour en faire sortir le beurre. Il est pourtant l'homme artiste épris de culture qui se sert de son art pour dévorer au besoin. Interprète, s'il est d'une influence mondaine, il appert d'une philosophie qui change progressivement en prédicat même si sa spiritualité s'éloigne de la vocation de monastère, de chapelle en fait. En outre, son algorithme*. Plus d'une conversation récente avec lui, après la forme de nomadisme qui fait comme la vague qui va au fond de la mer pour se retrouver à chaque fois sur la plage de la famille, des idées, des idéaux, je le vois décidé à relever le défi.

Candidat à la présidence. Candidat tout court, Michel Joseph fait dans une autre meringue aujourd'hui, prendre ou servir le pouvoir avec le vocable en partage, si Michel Joseph (*Mike*) devance *Miky* en accompagnant *Gwo* Gérard, en 2004, quand Michel Joseph (*Miky*) en mise sur Duvalier après avoir provoqué la chute du révérend père président invoqué en ‹‹ *gason vanyan* ›› dans la chanson de *Mike* qui a marché pour lui, *Miky* a crié ‹‹ *grenadye alaso* ›› contre lui tandis que *Miky* a fait marcher pour lui, des gens comme Guy Philippe, il faudra être dupe pour ne pas s'imposer en passeport politique de la diplomatie de 1804.

Le CEP illégal et inconstitutionnel de Jovenel Moïse destitué

UN BRAS DE FER S'ANNONCE, MAIS QUI LE SOUTIENDRA ?

Suite de la page 1

en date du 27 septembre, entérine la décision. Il semble que cette mesure ne fasse pas l'unanimité eu sein de l'institution électorale mal créée, une note de presse émanant de l'ex-vice- présidente de l'ancien CEP déclare n'être pas « *concernés* » par cet arrêté.

La mise en disponibilité des membres du CEP croupion, une mesure que nombre de citoyens attendaient impatiemment, a été accueillie avec satisfaction, dans les milieux démocratiques, en Haïti. Le décret du 27 septembre stipulant que par cette décision du Premier ministre de facto, les membres du CEP « *sont libérés de tous liens avec l'administration publique* ».

Par cet arrêté, Ariel Henry révoque celui du 18 novembre 2020 ayant nommé, par le président de facto défunt, Jovenel Moïse, les neuf membres de l'organisme électoral qui n'a jamais prêté serment par-devant la Cour de cassation, selon le vœu de la Constitution en vigueur.

Bras de fer ou manifestation de bravoure sans action ?

Ce qui prend l'allure d'un bras de fer avec le Premier ministre de facto, dont l'arrêté du 27 septembre mettant en disponibilité les membres du CEP Dermalog, a suscité l'opposition de certains membres de celui-ci, reste à se manifester concrètement. S'agit-il d'un vrai bras de fer entre l'organisme électoral écarté et le Premier ministre de facto ou bien une manifestation de bravoure sans action lancée par des ex-conseillers déjà nostalgiques de paiements de chèques interrompus. Car l'esprit de ce même arrêté mettant fin au service du CEP prévoit, du même coup, l'arrêt des décaissements dont bénéficiaient Guylande Mésadieu, ex-présidente, et Espérencia César, ancienne vice-présidente, ainsi que les sept autres membres de cette institution restée illégal et anticonstitutionnelle jusqu'à sa destitution, par arrêté de la primature, arrêté qui date du 27 septembre et publié dans le journal officiel *Le Moniteur*.

Réagissant à ce document, l'ex-vice-présidente du CEP déchu, Espérencia César a, de son côté, émis une note de presse ainsi libellée : « *(...) le prétendu arrêté pris par le sieur Ariel Henry, Premier ministre par intérim ne nous concerne pas puisque au regard de la loi cet arrêté est en violation flagrante de* :

« *1 – L'arrêté du 14 septembre 2020 nommant les membres dudit conseil qui est présidentiel et qui ne doit être révoqué que par un autre présidentiel.*

« *2 L'arrêté du 05 juillet 2021, de nomination du Premier ministre par intérim Ariel Henry qui au terme de ses prescrits, lui fait injonction d'accompagner le Conseil électoral provisoire dans l'accomplissement du processus électoral* ».

À noter que la Rédaction de l'organe de presse en ligne *Gazette Haïti*, qui fait état de cette situation, a déclaré avoir contacté

Espérancia César, finie la ripaille.

Guylande Mésadieu qui affirme que « *la note signée par sa vice-présidente ne l'engage nullement* ».

Toutefois, jointe par un autre organe de presse en ligne, cette même Guylande Mésadieu se déclare « *solidaire* » de sa vice-présidente.

Il faut se rappeler que la destitution du CEP Dermalog n'est pas la première mesure de mise en disponibilité prise par le Dr Henry. Il avait antérieurement révoqué Rénald Lubérice, secrétaire général du Conseil des ministres, un joveneliste convaincu, qui s'est enrichi sous le gouvernement du président de facto défunt. La même mesure a été prise, à l'encontre de Rockefeller Vincent, ex-ministre de la Justice et de la Sécurité publique, ainsi que Bed-Ford Claude, ancien commissaire du gouvernement de Port-au-Prince. Si Lubérice s'était conformé à l'ordre du Premier ministre de facto, les deux autres hauts fonctionnaires mis à pied, après avoir tenté de résister, avaient fini par plier bagages.

Il y a lieu de se demander si les rebelles du CEP défunt ont les moyens de résister à Ariel Henry et de faire fonctionner cet organisme, en dépit de la décision prise à l'encontre de ses membres. Tout porte à croire que les membres du CEP déchu vont se heurter à d'autres tracasseries, surtout s'ils sont appelés à justifier les dépenses qu'ils ont faites à partir du budget qui était mis à la disposition de l'institution.

USD 40 millions $ en jeu

Si, dans le cadre du pillage orchestré sur la caisse publique, sous la présidence de Jovenel Moïse, la clique Guylande Mésadieu-Esperencia César avait l'assurance de la dilapidation des fonds du CEP démobilisé par celui qui les avait nommés à ce poste, son assassinat remet tout en question. Assurément il va y avoir des comptes à rendre concernant ces fonds.

Dès le lancement du CEP Dermalog, il a été annoncé qu'une somme de USD 40 millions $ était allouée à cette institution. Il semble que de novembre 2020, date de création de celle-ci, jusqu'à cette semaine, les décaissements s'effectuaient « *en veux-tu, en voilà* ». Guylande Mésadieu et son équipe s'obstinaient à continuer les opérations, jusqu'à l'exécution du mandat de leur CEP, organisation d'élections générales et du référendum constitutionnel.

Les révélations qui ont été faites sur le fonctionnement des institutions étatiques, sous le gouvernement du chef d'État de facto défunt, ont indiqué que détournements sont effectués par les ministres et directeurs généraux de toutes ces entités, au profit de la présidence. Cette pratique, entamée par Michel Martelly, de concert avec Sophia Saint-Rémy, la première dame. Celle-ci n'avait aucune gêne à se présenter, en personne, pour récupérer le magot. À cet égard, l'actuel Premier ministre de facto, Ariel Henry, en sait long.

De toute évidence, la Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif (CS/CCA) a du pain sur la planche, par rapport au CEP déchu. Il faudrait commencer par émettre des interdictions de départ à l'encontre de ces femmes et hommes qui faisaient bombance aux dépends du budget de cette organisation qui cesse d'exister.

L.J.

Journal 29 septembre - 6 octobre 2021.qxp_HO 9/29/21 4:04 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Si mounn anndan pa vann ou, mounn deyò pa ka achte w !

Jan bagay yo vire la a, pa gen fason pou yo fè sa yo toujou fè ak dosye Ayiti a, « *throw it under the rug* », jan yo di ann angle a. Wi, voye sa jete anba tapi, osnon voye l « *aux calendres grecques* », jan yo di an franse, men an bon kreyòl, « *se pa pou n fout okipe bagay konsa* ». Paske anbasadè *Foote* fout di non, sa p ap pase konsa, fwa sa a. Mezanmi, sitiyasyon an mele, bonjan mele ! Se poutèt sa m oblije itilize gwo mo nou pa itilize souvan pou m esplike sa k ap pase a. M ap mande eskiz pou tèt mwen lage gwo kout fout sou nou, m oblije mande lang franse a youn ti èd ankò : « *Noblesse oblige* ».

Pawòl la blayi toupatou depi dat 22 septanm nan. Ki fè se ak dat mouche Divalye a, dat madichon 22 a, anbasadè ameriken an chwazi pou l te ekri youn lèt bay bòs li, *Antony Blinken*, ki se sekretè Deta nan Wachintonn, pou bay demisyon l epi lage kèk verite atè. Se prèske tout jounal, tout radyo ak televizyon k ap pale koze a. Kanta pou rezo sosyo yo, *WhatsApp, Twitter, Instagram, Facebook*, bliye sa. Sa tèlman fè bri, pa gen mounn ki ka di yo pa konn sa k Ayiti a epi tray Ameriken fè peyi ak pèp sa a pase.

Anpil bagay n ap di e ekri depi lontan, vwala ke se sa anbasadè Foot (ki pwononse ***fout*** ann angle) ekri nan lèt li a. M ap ban nou kèk detay. Alapapòt, li di « *Mwen bay demisyon m tousuit kòm anbasadè espesyal pou Ayiti. Mwen pa ka asosye ak Etazini nan desizyon rayi mounn sa a (mechan), ke yo pran pou voye bann imigran, mounn ilegal sa yo, nan peyi Ayiti kote menm ofisyèl ameriken oblije rete kote yo gen anpil pwoteksyon, (bonjan sekirite) pou chape poul yo anba gang ak gwo zam fann fwa ki kontwole youn bann zòn* ».

Se pa ni ayè, ni avanyè, n ap di sa. Men gwo chèf bò isit fè kòmsi yo pa tande, paske anbasadè ameriken ann Ayiti a, Madan *Michele Sison*, sanble nan konfyolo ak otorite lakay yo, ki gen gang ap travay pou yo. Fò n pa bliye « *Gang federe yo* » anrejistre nan Ministè Afè sosyal ak Travay, sou non « *G-9 anfanmi ak alye* **».** Epi chèf yo, *Jimmy Chérizier*, ke nou tout konnen sou non *Babekyou*, pa janm site non « *G-9* » pou l pa ajoute « *Manyen younn, manyen tout !* » Kòm yo di an franse, « *Comprendra qui voudra* ».

Èske pa gen youn manda arestasyon pou Babekyou depi lane 2019, apre Depatman Komès Etazini te denonse l ansanm ak *Fednel Monchéry* ak *Joseph Pierre Richard*, 2 gwo ofisyèl nan gouvènman Jovnèl Moyiz (Jovenel Moyiz) pou masak ki te fèt nan Lasalin, nan mwa novanm 2018 la ? Men kòm chèf gang nan gen gwo bwa dèyè bannan ni, nou wè l tout lasent jounen ak gwo zam ni anbandoulyè, ap pale byen angran, bay entèvyou bò isit bò lòtbò, fè gwo manifestasyon anfavè gouvènman, zam alamen, e yo menm tire anlè pou mounn konnen se pa ti zam jwèt ki nan men yo. Epi menm ofisyèl ameriken ann Ayiti oblije rete nan zòn ki gen bonjan sekirite pou yo pa viktim kidnaping. Mèsi, anbasadè Foot, pou jan w vin konfime tou sa n ap ekri depi lontan.

Ajan Patrouy fontyè sou cheval ap kouri dèyè refijye jis nan rivyè a pou fè yo tounen nan peyi Meksik.

Ambasadè Danyèl Fout

Diplomat ameriken an bay lòt gwo verite toujou. Ann kite l pale : « *Pou sa k regade Ayiti, politik nou chaje fòt* ». Pou mo angle, « *flawed* », li itilize a, nou ta ka di « *politik tèt anba* », « *bagay ki pa gen sans* ». Epi Wachintonn pa soti pou sa chanje, paske anbasadè Foot di : « *Yo pa okipe rekòmandasyon ke m fè, yo menm voye yo jete, lè yo pa chanje sa m ekri pou fè m di sa m pa di* ». Mezanmi, sa a se youn gwo akizasyon, pou yo pran pawòl diplomat la vire l devan dèyè pou fè nenpòt tenten yo vle.

Men gwo verite toujou ki pibliye pou mounn pa di yo pa konnen. Kontinye pale non, anbasadè Foot : « *Pèp ayisyen an ap peri anba lapòvrete, anba la pèrèz gang k ap kidnape yo, vòlò sa yo genyen epi masakre yo. Y ap sibi anba gouvènman kòwonpi ki nan konplisite ak gang. Pa gen mwayen pou yo sipòte milye de imigran yo vin vide sou yo, pandan yo pa gen manje, ni lajan pou pran pwòp swen tèt yo. Sa pral tounen youn gwo trajedi. Gouvènman an tou an degraba, li pa bay pèp la sekirite, ni pran swen sèvis òdinè (tankou ranmase fatra nan lari) epi n ap lage plis refije sou yo. Se pral plis gwo tèt chaje, plis krim toujou. Otan nou ajoute sou lamizè ann Ayiti, se otan refije pral vin debake sou fwontyè Etazini* ». Mezanmi, se pa mwen ki di, se reprezantan espesyal prezidan ameriken an, ki pa kapab ankò, e k ap lage verite atè san rete.

Refijye yo fè tant yo anba pon an ak tout sa yo jwenn.

Enben, pale toujou, anbasadè Foote : « *Ayisyen bezwen asistans (èd) prese prese pou yo ka vin gen youn gouvènman ki anmezi regle kesyon gang yo epi vin mete bonjan lòd ak Polis nasyonal la* ». Men sa nou t ap di a, nan ***Grenn Pwonmennen*** ki te parèt nan jounal 8 septanm nan : « *Si kesyon gang nan pa regle, anyen p ap regle ann Ayiti* ».

Li kontinye : « *Yo bezwen youn vrè gouvènman ki soti nan youn antant nan sosyete a ak mounn k ap fè politik nan peyi a, avèk sipò entènasyonal, pou yo ka pran bon chemen k ap mennen yo nan eleksyon pou pwochen prezidan an ak Palman. Yo bezwen èd imanitè, lajan pou ede yo ak pwogram vaksinen pou COVID la ak anpil lòt bagay toujou* ».

Antouka, se lontan n ap di gouvènman sa a nou wè la a, ki toujou nan konfyolo ak gang, pa ka òganize okenn eleksyon vre. Epi se le moman pou n di, gouvènman ameriken ak tout CORE Gwoup yo ann Ayiti a, te la pandan Jovnèl Moyiz t ap kraze tout aparèy demokratik la. Yo te ret bèkèkè lè l pa t fè pa youn grenn eleksyon. Epi peyi a vin tonbe san palman. Li te tèlman kontan, nan mwa janvye 2020, li deklare : « *Mwen konstate pa gen Palman* ». Epi li pran gouvènen ak kout dekrè, menm dekrè pou l monte youn nouvo gwoup ton-ton-makout ki rele ANI *(Agence nationale d'investigation)*, epi li t ap vini ak lòt konstitisyon ki te pral ba l pouvwa tankou *François Duvalier*. Enben, abasadè Foot kreve abse a.

Olye Etazini koute sa anbasadè Foote te di yo sa k pou fèt pou yo vin gen youn bon gouvènman, men sa k pase : « *Semèn pase a, Etazini ak lòt anbasad nan Pòtoprens yo (CORE Groupe) mete youn lòt kominike deyò pou apiye youn Premye minis de fakto, ki san lejitimite, Doktè Ariel Henry, kòm chèf Ayiti, jouk bagay yo regle. Yo kontinye ap bat bravo pou 'Akò politik' li a, tandiske yo pa okipe youn premye akò ki pi anfòm, ki anbrase plis mounn, ki te realize avèk èd sosyete svil la. Jouk kounnye a, nou vle se nou ki pou chwazi mounn nou vle* ».

Poutan, li bay pozisyon l sou sa l kwè ki ta dwe fèt. Menni : « *Zanmi nou yo ann Ayiti vrèeman vle — e se nesesè—pou yo gen opòtonite chwazi ki wout y ap pran, san se pa kominote entènasyonal la k ap trete yo tankou timounn, ap foure desann nan gèj yo kandida pa yo. Yo vle egzèse pwòp volonte yo nan chwazi mounn yo vle kòm prezidan ak palmantè, natirèlman ak èd entènasyonal san paspouki* ». Epi anbasadè a ajoute : « *Mwen pa kwè pral gen okenn stabilite ann Ayiti tout tan sitwayen peyi pa wè gen respè pou yo nan chwa yo fè pou mounn k ap dirije yo jansadwa* ».

Epi men dènye kou ki pou touye koukou a. Anbasadè Foot di : « *Afè de kominote entènasyonal tout tan ap fòse fè sa yo vle ann Ayiti toujou vin tounen youn katastwòf. Plis nou vini ak bann aksyon negatif sa yo, (desizyon tèt anba yo) ann Ayiti, se plis move konsekans, n ap dekonstobre peyi a, men se pa sèlman Ayiti non, men Etazini tou, ansanm ak tout vwazen nou yo nan emisfè a* », kivedi nan Lamerik la, nò, sid, santral ak nan Karayib la.

Kisa nou ka ajoute nan tou sa ? Mèsi, mèsi, mèsi, anbasadè *Daniel Foote*, pou gwo kouraj sa a ke w genyen. Anpil lòt ofisyèl ameriken anvan w, menm anbasadè *Michele Sison*, ki la kounnye a, toujou ap bay move rapò sou sa k ap pase ann Ayiti, epi nou menm Ayisyen, nou toujou ap di « *Non, se pa posib !* » Vwala ke w fè youn travay pou pèp ayisyen an e pou pèp ameriken an tou, lè w kreve abse a jan w fè l la. Anyen pa ankachèt ankò. N ap mande Bondye beni w e pwoteje w pami ban anraje yo !

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
29 septanm 2021

Journal 29 septembre - 6 octobre 2021.qxp_HO 9/29/21 4:04 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

ble humiliation of Haitian migrants by horse-mounted Border Patrol agents in Texas, two weeks ago, on top of the assassination, early in July, of the Haitian president, Haitians and those of Haitian descent in the Diaspora have been mobilized in a way not seen before. They vow to defend the honor of Haiti and of its citizens and do something meaningful for the country in ways to make Haiti the country it should be, especially since it was the first to break the bonds of slavery.

Patrick Gaspard speaking for us all

Among the latest actions, some have left their comfort zone to make themselves heard eloquently and unequivocally. Such is Patrick Gaspard, president of the Washington-based Center for American Progress (CAP). Following a visit last Thursday, September 23, by Mr. Gaspard, to Del Rio, Texas, the center of Haitian humiliation, he issued a statement in which he speaks for all of us who have Haitian blood flowing in our veins. We are publishing it in full.

"All Americans should be appalled by the conditions facing migrants at the U.S. southern border. Many families –even those with small children—came here seeking protection, to escape from natural disasters poverty and violence and political instability in their home country of Haiti. It is not an easy decision for anyone to make.

"The Biden administration must do more to protect Haitians, starting by immediately halting deportations back to Haiti. Current conditions in the country cannot support these deportations. The administration must also ensure that all people at the border are, at a bare minimum, treated humanely and given food and water, shelter, and medical care as needed. Likewise, the administration must investigate and hold accountable the actions of U.S. Border Patrol in recent days, including the horrific images of agents apparently using whips on Haitian migrants. Such mistreatment is unacceptable and must never be allowed.

"Finally, I call on the Biden administration to commit to a firm timeline to end Title 42, the Trump-era policy that has been invoked to turn away individuals seeking asylum. We must recommit to being a nation that welcomes asylum-seekers, and such a timeline should include the steps the administration will take to ensure an orderly process for asylum that respects human rights. In the interim – while Title 42 is still in place and Haitians cannot be returned to Haiti—the administration should use humanitarian parole to allow people in danger at the border to temporarily enter the United States while they pursue their claims for protection, through asylum and other similar statuses.

"We must work together to rebuild the refugee system and find more pathways to give protection for Haitians, both in the United States and in neighboring countries. Throughout its history, the United States has been a beacon of hope for those seeking freedom, and we must: uphold that principle. As such, the United States has a moral responsibility in our foreign policy to support Haitian civil society as the nation works to build an inclusive democracy."

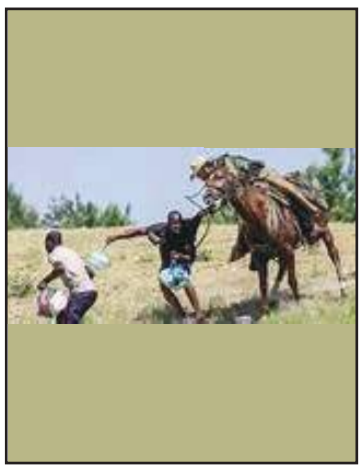
Following is a contact for more information: "Claudia Montecinos at ogress.orgamericanprontecinos@cm."

It should be noted that Mr. Gaspard, 53 years old, is of Haitian descent, born in the Congo, in West Africa, when his parents worked there, among the many professionals who had fled the dictatorship of François "Papa Doc" Duvalier, who had caused the first major migration of Haiti's intellectual and professional class. Immigrated to New York, Patrick Gaspard made a name for himself in this area, having worked at City Hall while David Dinkins was mayor, and being a high executive of the 1199 Health Workers Union.

In 2008, he played a major role in the New York presidential campaign of Barack Obama. He will land at the White House as director of the Office of Political Affairs, before becoming executive director of the Democratic National Committee (2011-213), Whereupon, he was named ambassador to South Africa (2013-2016). In 2017, he was tapped as president of the Open Society Foundations, an organization that manages projects in more than 120 countries. Based in New York, Open Society was founded by George Soros, an immigrant from Hungary, who escaped from Nazi rule. Since 2020, Patrick Gaspard is in his current role as president of CAP, a think-tank with many of its alumni now working in the Biden White House. Hopefully, Mr. Gaspard's words won't fall on deaf ears.

Nou tout LHADAN, a Washington-based advocacy organization weighs in!

By its name, this organization has made a bold move of including all concerned Haitians, for ***Nou tout LHADAN*** is a fancy way of saying ***"We're all in it,"*** with the HA in the name evoking Haiti. The real spelling of the word is ***Ladan.***



Reminiscence of tracking down slaves

At the height of the chaos under the Del Rio bridge in the Texas town of that name, on August 18, LHADAN wrote to Secretary of State Antony Blinken, making an offer of 80 acres of land near El Paso, Texas, to relocate the migrants, said Sabine Philippe, spokesperson for the advocacy group. Separately, Congresswoman Yvette Clarke, Democrat of Brooklyn, also received the information. Telephone messages were left for Mayors Bruno Lozano of Del Rio and Oscar Leeser of El Paso. "Nothing was heard from anyone." Whereupon, she spoke to the public relations director of Mayor Lozano. No response from the mayor.

She said LHADAN went public with the offer, giving interviews to the Washington Post, the Anca local news outlet in West Palm Beach, Fla. All Haitian media, as well as media outlets in Japan and Martinique knew about the offer, she said.

Meanwhile, some members of LHADAN flew to Houston and are still there, said Ms. Philippe, providing some services to the migrants, such as cooking for them and psychological support for those in need. Another LHADAN group is due in Del Rio this weekend, "to find out what has happened and create a documentary," she said.

As reported, the Biden administration announced that all migrants have been cleared from under the bridge. More than 2,000 have already been deported to Haiti. Indeed, as of Friday, May 24, reports mention that all the refugees disappeared from under the bridge and information is sketchy about where they all went. Supposedly, 8,000 returned to Mexico, some looking for jobs, but the Mexican authorities said they will be deported to Haiti. Though U.S. officials mention that more than 3,000 have been relocated to Border Patrol facilities, awaiting adjudication of their asylum claims, the deportation program continues.

On Monday, September 27, Jake Johnston, of the Washington-based Center for Economic and Policy Research, tweeted: "The mass expulsion of asylum seekers continues. There were 10 deportation flights to Haiti over the weekend. Another 6 are scheduled today." He provided a link with a list showing the scheduled flights, with dates of departure, from what U.S. cities and arrival destinations –in Port-au-Prince and Cap-Haïtien.

The $15,000 house conceived by Artists Village.

A visit by members of LHADAN in southern Texas, this weekend, could throw some light on what's really happening, as the Biden administration has managed to keep the chaos that became an international sore eye under the bridge from public view.

Artists Village concentrates on home front solutions.

In the wake of the August 14 earthquake that caused great damage to the three departments, or mini states, comprising Haiti's Greater South, ***Artists Village,*** a 15-year-old organization active in humanitarian work in Haiti, has decided to concentrate its efforts on housing for the displaced and homeless, an ambitious project that deserves attention and financing.

The well-known artist (singer-guitarist) Ronide Louis Cayo, founder of the organization, with her daughter Darnide, envisages a special model of house that's both appealing and resistant because they will be built according to anti-seismic code. The 2-bedroom houses, with indoor plumbing for toilet and kitchen, plus living room, will cost $15,000 to build. "I know about the $5,000 houses that have been built in the past, a disaster they've been," she says, in an interview. "We are looking to the Haiti of the future in which its daughters and sons will be proud to live." Thus, decent housing would be a first step toward that, she says.

Excitedly, she goes on, "Gardening would be part of the project, because families should be able to feed themselves from the land." In that spirit, a water project is already under way, with canalization and wells, where needed, to make potable water available to those who will inhabit the village of Joly in the Nippes, where her mother was born.

The artist she is, she sees villages mushrooming here and there throughout Haiti, some bearing the names of famous artists who recently left us, such as the Hermann Nau Village, for the Tabou Combo legendary drummer, who died last June. A village for Isnard Douby of System Band is also envisaged, without forgetting one in the name of Yvenel Ētienne, nicknamed Soré, the lead singer, at different times, of Septentrional Orchestra as well as of Tropicana, the two major bands in Cap-Haïtien. But not only artists should be remembered, she adds. A "Bishop Sansaricq Village," for the first Haitian-American bishop who passed away last month in Brooklyn, N.Y., will be considered. "Other personalities who served our nation well, can't be forgotten," she says.

In preparation for a project that will be ongoing for a long time, students have been sponsored in fields of construction and architecture. Also sponsored are those who will concentrate on agriculture. For Haiti should again become self-sufficient in food production. For a country which, in the 1940s was exporting food to certain island neighbors, such as Cayman Islands, today Haiti imports about 60% of its foodstuffs, mainly from the Dominican Republic and the United States.

How does Artists Village intend to get into action with its new vision? "When we founded the organization in 2006," she says, "we were inspired by World

Continued to page 13

Journal 29 septembre - 6 octobre 2021.qxp_HO 9/29/21 4:04 AM Page 8

L'ENVOYÉ SPÉCIAL POUR HAÏTI DANIEL FOOTE PART AVEC FRACAS

Les États-Unis et la communauté internationale sur la sellette

La politique interventionniste dénoncée avec véhémence

Suite de la page 1

L'ambassadeur Foote commence sa lettre de démission, adressée au secrétaire d'État américain (l'équivalent du ministre des Affaires étrangères), en ces termes : « *Avec une profonde déception et des excuses à ceux qui recherchent des changements déterminants, je démissionne de mon poste d'Envoyé spécial pour Haïti, avec effet immédiat* ».

L'ex-envoyé spécial pour Haïti expose, sans langue de bois, les raisons de son abandon de cette importante mission qui lui a été confiée, consistant à orienter les négociations inter-haïtiennes dans le sens d'un accord visant la mise en place d'un gouvernement intérimaire de consensus. Il laisse parler son cœur : « *Je ne m'associerai pas à la décision inhumaine et contre-productive des États-Unis d'expulser des milliers de réfugiés haïtiens et d'immigrants illégaux vers Haïti, un pays où les fonctionnaires américains sont logés dans des enceintes sécurisées, en raison du danger posé par des gangs armés qui contrôlent la vie quotidienne. Notre approche politique à l'égard d'Haïti reste profondément viciée, et mes recommandations ont été ignorées et rejetées, quand elles n'ont pas été éditées pour présenter un récit différent du mien* ».

Une réalité différente que celle présentée par l'ambassade américaine

Un village de baches constitué par des milliers de migrants installés sous le pont, à Del Rio, au Texas.

On n'aurait jamais sur quelle supercherie reposent les relations d'Haïti avec les États-Unis, par rapport à la situation exposée dans les rapports de l'ambassade américaine, à l'adresse du Département d'État. C'est sans doute en faisant lui-même le constat sur le terrain, par l'entremise de sa mission, qu'il s'en est rendu compte. Aussi a-t-il saisi l'occasion offerte par sa lettre de démission pour exposer la situation d'Haïti et du peuple haïtien au secrétaire d'État Antony Blinken.

Voici, comme il écrit le témoignage qu'il présente à ce dernier.

« *Le peuple haïtien, dit-il, enfoncé dans la pauvreté, otage de la terreur, des enlèvements, des vols et des massacres des gangs armés, et sous la férule d'un gouvernement corrompu allié aux gangs, ne peut tout simplement pas subir le retour imposé de milliers de migrants retournés manquant de nourriture, d'abri et d'argent, sans déclencher une tragédie humaine supplémentaire, qui peut être évitée. L'État, qui s'est effondré, n'a pas la capacité d'assurer la sécurité ni fournir les services de base. L'arrivée de nouveaux réfugiés ne fera que raviver le désespoir et renforcer la criminalité. La migration vers nos frontières ne fera que s'accroître, alors que nous ajoutons à la misère inacceptable d'Haïti* ».

Sans aucun doute, Daniel Foote n'est pas logé à la même enseigne que ses supérieurs, au Département d'État, ou ses collègues diplomates déployés en Haïti. Dans le paragraphe suivant, il offre la bonne recette pour mettre le pays en route vers un État de droit, dont parlent trop souvent les diplomates, tous les pays confondus. Bizarre, il ne semble pas souscrire à la formule diplomatique presqu'universelle voulant que les élections soient tenues dans l'immédiat. Aussi, suggère-t-il :

« *Les Haïtiens ont besoin d'une aide immédiate pour rétablir la capacité du gouvernement à neutraliser les gangs et à rétablir l'ordre, par le biais de la Police nationale. Ils ont besoin d'un véritable accord entre la société civile et les acteurs politiques, avec le soutien de la communauté internationale, afin de forger une voie opportune vers la sélection démocratique de leur prochain président et de leur parlement. Ils ont besoin d'aide humanitaire, d'argent en vue de favoriser la distribution le vaccins anti-COVID, et bien d'autres choses encore* ».

Ambassadeur Daniel Foote

Il semble que Daniel Foote se

Suite en page 14

Journal 29 septembre - 6 octobre 2021.qxp_HO 9/29/21 4:04 AM Page 9

DANS LA FOULÉE DE LA DÉPORTATION MASSIVE DES MIGRANTS HAÏTIENS

Haïti, tombeau de diplomates, potentiel sépulcre de président

Joe Biden et l'effet boomerang de ses mauvaises décisions

Suite de la page 1

nente. Rien n'autorise à croire que cette marée de réfugiés, des Haïtiens en grande majorité, traversant forêts, marécages, déserts et cours d'eau de plus d'une dizaine de pays, dans le cadre d'un voyage de deux mois, avant d'atteindre le territoire américain,

Le président Joseph Biden.

a échappé aux services d'intelligence et de renseignements américains. Sans aucun doute, les autorités américaines attendaient de pied ferme cette foule, ayant, calmement, dans leurs différentes officines, décidé de la manière de disposer d'eux, en deux temps, trois mouvements. Aussi, les Haïtiens, surtout, formant cette vague de réfugiés, heureux d'at-

Un agent de la Patrouille frontalière faisant la chasse à des migrants haïtiens, ces photos qui ont provoqué le scandale Biden.

teindre, enfin, l'El Dorado, ignoraient-ils qu'un pont aérien étaient déjà conçu, en vue de leur rapatriement immédiat à leur pays d'origine. Sans qu'il leur soit permis de remplir les formalités légales de routine, exigibles et nécessaires dans les cas de demande d'asile. De toute évidence, l'expulsion massive, déterminée à l'avance, est incontournable. L'administration Biden, nonobstant ses beaux discours adressés aux communautés haïtiennes, lors de sa campagne électorale, pour la présidence, en avait ainsi décidé. Il y aura certainement choc en retour, s'il ambitionne de se faire octroyer un second mandat, comme il est de coutume chez tous les chefs d'État américains.

En effet, la décision, qui semble s'inspirer, surtout du Département d'État, ne se donnant même pas la peine d'obtenir l'avis d'autres alliés politiques du président, et mise en pratique, à l'insu même de Daniel Foote, l'envoyé spécial pour Haïti, n'a point fait l'unanimité au sein du Parti démocrate. L'administration Biden a déclenché carrément l'opération « *expulsion massive des migrants haïtiens* », une action qui a l'allure d'un déterminisme déroutant.

Aussi, l'envoyé spécial pour Haïti a-t-il décidé, sans tarder, de donner sa démission en claquant vigoureusement la porte. Daniel Foote déclare : « *Je ne m'associe pas à la décision inhumaine et contreproductive des États-Unis d'expulser des milliers de réfugiés haïtiens et d'immigrants illégaux haïtiens, vers un pays où les responsables américains sont confinés dans des complexes sécurisés, en raison du danger que représentent les gangs armés contrôlant la vie quotidienne* ».

En clair, donc, la mise en branle de la déportation des migrants par vols en série reliant San Antonio, au Texas, à Port-au-Prince, constitue une action bien coordonnée de la part de la plus grande puissance de la planète, mais qui n'a pas su faire preuve du minimum d'humanisme envers des sinistrés d'un autre genre. L'image d'agents de la Patrouille frontalière, à cheval, fonçant sur des personnes pour les appréhender ou les refouler en territoire mexicain, rappelle étrangement des conquistadors montés terrorisant des Indiens, les autochtones d'Haïti, après la découverte par Christophe Colomb. Pour autant que ces images s'affirment révoltantes, elles pâlissent, en comparaison à la vue de papas traversant le fleuve *El Rio Grande* avec leurs bébés en bas âge sur les épaules, dont certains pleurant de peur, et leurs minces bagages sur la tête, accompagnés des mamans. Imaginer aussi ces familles passer trois à cinq nuit, à la belle étoile, et autant de jours sous un soleil de plomb, exposées aux intempéries.

Selon le témoignage de différents migrants, une fois pris en charge par les autorités américaines, ils étaient hébergés dans des espaces où les propriétaires américains ne confineraient même pas leurs chiens. Ces Haïtiens, mal pris, ont déclaré n'avoir pas reçu de couvertures qui conviennent à l'usage humain. En sus de n'avoir pas été servis à manger de manière ponctuelle. Il y en a qui se sont même plaints d'avoir passé trois jours privés de nourriture. Un autre réfugié prétend avoir passé plus de six jours sans se brosser les dents ou se baigner, ni changer de vêtements. Ce qui signifie que les enfants à bas âge —il y en plus de 40— à faire le long voyage avec leurs parents— sont également soumis à ces mauvais traitements.

Un bébé en bas âge, parmi une quarante d'autres soumis au traitement inhumain des États-Unis.

La vice-présidente se désolidarise de la décision de Biden, qui est aussi sévèrement condamné par ses alliés démocrates

Il faut bien se demander si Joe Biden s'était concerté avec ses alliés démocrates, au niveau des deux Chambres, ou même avec la vice-présidente, Kamala Harris, avant de prendre la décision barbare de déporter massivement

Suite en page 15

NE PERMETTEZ PAS QUE LES IMPÔTS OU LES FRAIS DE RÉPARATION VOUS SÉPARENT DE VOTRE PROPRIÉTÉ.

Si vous avez une dette fiscale immobilière, relative à une réparation d'urgence ou d'autres charges liées à une propriété immobilière, il est possible que la Ville de New York vende son droit de rétention.

Personne âgée, handicapée, vétéran propriétaire de maison et organisations à but non lucratif : Votre propriété peut être qualifiée pour une exemption l'excluant de la liste des privilèges. Mais vous devez en faire la demande.

Appelez le 311 pour faire une demande ou pour savoir si votre propriété figure sur la liste des ventes avec privilège. Vous pouvez également rechercher votre propriété sur le site nyc.gov./liensale.

Ne tardez pas. Répondez aujourd'hui !

NYC | Department of Finance, Sherif Soliman, Commissioner | Department of Housing Preservation and Development, Louise Carroll, Commissioner

Journal 29 septembre - 6 octobre 2021.qxp_HO 9/29/21 4:04 AM Page 10

ÉDITORIAL

Les gangs armés encore plus effrontés, il faut une équipe solide pour les vaincre

Sous les régimes PHTKistes, première et deuxième versions, tous se rendaient à l'évidence qu'avec des dirigeants ayant des relations symbiotiques avec les gangs armés, le pays n'avait aucune chance de voir la sécurité rétablie. Après l'assassinat odieux du président de facto, Jovenel Moïse, quoiqu'un fait presque universellement condamné, en Haïti, on se croyait autorisé à voir les criminels mis hors d'état de nuire. Mais avec le Dr Ariel Henry, à la tête d'un gouvernement monocéphale, imposé par le CORE Groupe de diplomates occidentaux et consorts, l'insécurité s'est renforcée davantage.

Dans la mesure où la communauté internationale appuyait les projets politiques de Jovenel Moïse, il faut se demander si elle n'a pas jeté son dévolu sur le neurochirurgien parce qu'il a pris l'engagement d'appliquer à la lettre les intentions du défunt président de facto. Au fait, dans ses communications officielles, de toute évidence destinées à la consommation des diplomates étrangers supporteurs du régime PHTKiste, le Premier ministre de facto ne cessait de réitérer ses plans d'organiser des «*élections avant la fin de l'année 2021*»,ainsi que le « *référendum constitutionnel* », double objectif du président de facto défunt. Cette proclamation s'est modifiée après que des membres de la communauté internationale, notamment les Américains, eurent changé d'avis au sujet des prochaines joutes électorales, les déclarant désormais possibles quand sera trouvé un climat sécuritaire.

Bien que l'insécurité continue de battre son plein, en Haïti, particulièrement à la capitale, le taux des assassinats, qui étaient monnaie courante, avec Jovenel Moïse, aux commandes de la République, a remarquablement chuté. D'aucuns avancent la théorie selon laquelle les commanditaires de tels crimes n'ont plus de raison d'engager des tueurs à gage. Mais les hommes armés, qui continuent de perpétrer des meurtres avec impunité, maintiennent la série macabre au rythme qu'elle avait avec Jovenel Moïse au pouvoir. Il faut conclure que si les malfrats, à moto et à bord de véhicules sans plaques ou dotés d'immatriculation officielle, continuent de multiplier leurs actes criminels, sans crainte d'être justement réprimés, leurs alliés au sein du pouvoir en place sont logés à la même enseigne que leurs créateurs, fournisseurs d'armes et de munitions, ainsi que leurs commanditaires. *Le roi est mort, vive le roi !* Bien que définitivement absent, le rêve de Jovenel Moïse continue, en la personne de ses héritiers politiques, dont Ariel Henry a vite pris le contrôle. Si les assassinats politiques ont cessé présentement, désormais les meurtres portent l'empreinte des bandits exécutant leurs victimes, à l'occasion de braquages ou d'autres actes criminels. Ces genres de forfait prolifèrent, à la capitale comme en province.

Mais, le phénomène du kidnapping s'intensifie à un rythme accéléré, sous l'administration de l'Exécutif monocéphale, allant en crescendo, au cours de ces derniers jours. Le dernier week-end a été dominée par une montée exponentielle d'incidences de personnes enlevées contre rançon. Pas moins de dix victimes de rapt ont été recensées, en moins d'une semaine, dont des médecins, un fonctionnaire du ministère des Finances et son frère, deux journalistes, un policier, un étudiant et cinq autres citoyens. Mais c'est plutôt l'attaque perpétrée contre la première église baptiste de Port-au-Prince (église fondée par le pasteur Ruben Marc), logée à la Rue La Réunion, qui a fait la une, cette fin de semaine.

En effet, à l'occasion de la célébration du service matinal du dimanche (26 septembre), aux environs de 7 heures, le diacre Sylner Lafaille, 60 ans, a été touché par les balles des bandits. Ces derniers avaient pénétré jusqu'à l'intérieur pour enlever l'épouse de M. Lafaille, née Marie Marthe Laurent. Le diacre s'est effondré devant l'église où il a tenté de poursuivre les bandits, dans une vaine tentative de libérer son épouse. Transporté immédiatement à l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti, il a succombé à ses blessures.

Le monde religieux est rudement éprouvé par les gangs armés. Dans un premier temps, au mois d'avril, le gang « *400 Mawoso* », qui contrôle le nord de la capitale, la région de Croix-des-Bouquets, avait enlevé près des dix missionnaires catholiques, qu'ils ont gardés en captivité pendant plus de deux semaines. On ignore la somme qui a été payée en échange de leur libération. Et dans l'espace de quelques semaines, un membre du gang de Gran Ravine, proche de Martissant, au sud de la capitale, lourdement armé, avait, tout seul, envahi l'église adventiste de cette commune, en plein service d'adoration. Il devait repartir avec le pasteur, le directeur de la chorale et deux membres de l'église.

Mais, cet enlèvement spectaculaire de Mme Marie Marthe Lafaille, en plein jour, à seulement un coup de pistolet du Palais national, attire l'attention, de manière urgente, sur le grand danger que présente les hommes armés. Car ils n'attendent que le moment opportun pour se lancer à la conquête du pouvoir. Mais, en coquinerie avec les gangs « *G-9 en famille et alliés* », dont le « *général* » s'appelle Jimmy Chérizier, communément appelé Barbecue, l'équipe dirigée par Ariel Henry se sent bien aise de cohabiter avec les criminels. Aussi se sentent-ils de tout repos, quand bien même les victimes de braquages, d'assassinats et d'enlèvements contre rançon seraient des voisins partageant le même quartier.

Dans le cas de l'attaque perpétrée à la première église baptiste de Port-au-Prince, les dirigeants haïtiens devraient penser sérieusement que Barbecue et ses alliés ne se bornent pas à mener une vie de crimes indéfiniment. Assurément, le temps viendra où ils seront fatigués de vivre de rapines, sans franche lippée. Personne ne peut prévoir à quel moment viendra cette transformation. Par ses paroles et actions, Ariel Henry se colle inexorablement aux politiques du défunt président de facto, tel un serviteur obéissant aux désirs de son patron d'outre-tombe. Le maintien intact, sinon améliorées et renforcées, des structures des bandes armées restant partie intégrale de la politique du président de facto défunt, le retour à la normale, en matière de sécurité, reste un objectif non atteignable avec l'Exécutif monocéphale présentement à la tête de l'État.

En clair, donc, l'élimination totale des gangs armés constitue un passage obligé, avant que soit lancé le projet de réorganisation du pays et des réformes qui s'imposent, avant la tenue d'élections viables, transparentes et démocratiques. Les forces vives d'Haïti doivent se mettre ensemble pour montrer la porte à Ariel Henry et son équipe. Place à des femmes et hommes solides, compétents et déterminés, pour arracher définitivement Haïti aux griffes du PHTK, promoteur de l'insécurité ambiante.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Série élaque
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514.321.6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valmon
13 K Avenue Fontenelle, Rt Rt Apt. 41
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US, pour six (6) mois
$140.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 29 septembre - 6 octobre 2021.qxp_HO 9/29/21 4:04 AM Page 11

EDITORIAL

With Armed gangs even more brazen, it will take a determined team to defeat them

Under the PHTK, *bald-headed,* regimes, first and second versions, everyone realized that with leaders who had symbiotic relationships with armed gangs, the country had no chance of seeing security restored. After the heinous assassination of the de facto President Jovenel Moïse, a crime almost universally condemned, Haitians thought they would have entered a new realm with the criminals put away. However, with Dr. Ariel Henry at the head of the one-headed government imposed by the CORE Group of Western diplomats and others, insecurity has hit the roof.

Insofar as the international community supported the political projects of Jovenel Moïse, one wonders if the foreigners have not embraced the neurosurgeon because he made a commitment to apply to the letter the intentions of the late de facto president. In fact, in his official statements, obviously intended to please the foreign diplomats who support the PHTK regime, the de facto Prime Minister kept reiterating his plans to organize "elections before the end of 2021", as well as the "constitutional referendum", a double objective of the late de facto president. He changed his tune, as soon as some members of the international community, including the Americans, changed their mind about the upcoming elections, declaring them impossible until there's a secure environment.

Although insecurity continues to be rampant in Haiti, particularly in the capital, the rate of assassinations, which were commonplace while Jovenel Moïse was at the helm, has dropped remarkably. Some theorize that the sponsors of such crimes no longer have a reason for killers, some of them at the service of the late de facto president. Not that the gunmen of the Moïse era have completely disappeared. Oh, no! The macabre series continue unabated, for impunity is still the rule. So, not much has changed since Jovenel Moïse was assassinated.

That leads to the conclusion that the thugs, on motorcycles and in vehicles without plates or with official registration, have powerful sponsors. Otherwise, how would they continue with their multiple criminal acts, without fear of running afoul of the law? It can only mean that their allies in the current government are of the same ilk as their former sponsors, who created them and supplied them with arms and ammunition. As the saying goes, ***"The king is dead, long live the king!"*** Although definitively absent, Jovenel Moïse's dream continues, with his political heirs, including Ariel Henry in the saddle. If the political assassinations have ceased, the murders now bear the imprint of bandits executing their victims, during the course of robberies or other criminal acts. In fact, such crimes are proliferating, both in the capital and in other cities and towns.

Above all, the phenomenon of kidnapping has intensified at a dizzying space under the administration of the single-headed Executive. In the past few days, there has been a disturbing spike in kidnappings. One couldn't believe how the last weekend was dominated by a rash of that phenomenon, with people being kidnapped for ransom. No less than ten kidnapping victims have been recorded in less than a week, including doctors, a Ministry of Finance official and his brother, two journalists, a police officer, a student and five other citizens. But there's no comparison to the attack perpetrated against the First Baptist Church of Port-au-Prince (a church founded by the late Pastor Ruben Marc), located on La Réunion Street, a stone throw from the National Palace. That made the headlines this weekend.

Indeed, during the celebration of the early morning Sunday service (September 26), around 7:00, Deacon Sylner Lafaille, 60 years old, fell from the bullets of heavily-armed bandits. They went right into the church in their attempt to kidnap the wife of Mr. Lafaille, born Marie Marthe Laurent. The deacon collapsed in front of the church while trying to chase the bandits, in a vain attempt to free his wife. Transported immediately to the Haitian State University Hospital, less than a block away, he succumbed to his injuries.

The religious world has been severely tested by armed gangs. Last April, the "*400 Mawozo*" gang, which controls Croix-des-Bouquets region, about 15 miles north of the capital, had kidnapped about ten Catholic missionaries, who were held captive for more than two weeks. It's not known how much was paid for their release. Earlier, on April 1, a heavily armed member of the *Gran Ravine* gang, near Martissant, south of the capital, had invaded the Adventist church in Diquini, in the middle of a worship service. He grabbed the pastor from the pulpit, the choir director and two other church members.

The spectacular kidnapping, last Sunday, of Mrs. Marie Marthe Lafaille, in broad daylight, so close to the National Palace, draws attention to the urgent matter of dealing with these armed bandits moving about freely. As it is, they're just looking for the right moment to launch an attack on the Palace and set themselves in power. There's no way understanding the coziness of Ariel Henry with the "Federated Gangs" with their main unit "*G-9 Family and Allies,*" under the command of their "general," Jimmy Cherisher, aka Barbecue. How does the de facto Prime Minister explain his comfortable cohabitation with the criminals? Why such ease, while the victims of robberies, murders and kidnappings for ransom live in the same or in adjacent neighborhoods?

In the case of the attack on the First Baptist Church of Port-au-Prince, the Haitian leadership should awake to the fact that Barbecue and his allies are not content to lead a life of crime indefinitely. Surely, the time will come when they will be tired of living on the lam. There's no way predicting when this transformation will occur. Yet, by his words and actions, Ariel Henry inexorably sticks to the policies of the late de facto president, like an obedient servant carrying out the wishes of his boss from beyond the grave. Keeping intact, if not improved and reinforced, the structure of the armed gangs is apparently part of honoring the memory of the assassinated de facto president. Thus, returning to normalcy, as far as security is concerned, remains an illusion with this sole head in place of the double-headed Executive called for in Haiti's constitution.

Clearly, elimination of the armed gangs is a necessary first step before launching any project to reorganize the country through reforms, before fair, transparent and democratic elections can be held. The various sectors in Haiti must come together to show Ariel Henry and his team the door, making way for solid, competent, incorruptible and determined men and women sworn to wrest Haiti from the clutches of the PHTK, promoter of the prevailing insecurity.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514-321-6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M3X7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valmon
13 K Avenue Kléberstes, Rt Rt Apt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US. pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US. pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553.00 FF. pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF. pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US. pour six (6) mois
☐ $160.00 US. pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS. pour six (6) mois
☐ 125 EUROS. pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat français

Journal 29 septembre - 6 octobre 2021.qxp_HO 9/29/21 4:04 AM Page 12

Sports

Suite de la page 16

ailleurs l'expert susceptible d'emmener leur équipe nationale au ciel. L'amour du pays, le nationalisme au ciel doivent se manifester de toujours œuvrer pour la gloire et le respect du pays.

Assurément, après la débâcle des équipes masculines, peut-être on se prépare à nous flanquer un autre « *Haïtien* » pour nos sélections nationales féminines, qui sont encore plus favorites que ne l'ont été les masculines pour les éliminatoires du FIFA AUSTRALIE/ NOUVELLE ZÉLANDE 2023.Ce serait alors le coup de grâce du football féminin, déjà malmené depuis deux années, puisque nos filles ne s'entraînent pas. Pire, ne jouent aucun championnat depuis deux années; et pire encore, même s'il nous reste quelques joueuses de valeur, car Haïti en avait formé «*anpil anpil* » (beaucoup) mais nombre d'entre elles errent à l'étranger et ne pourront pas jouer le prochain Mundial

Le football haïtien a eu l'indécence, un irrespect pour nos filles de passer des professionnels de la trempe de Marc Collat, directeur du PSG, à notre bien aimé joueur, mais pas très loin encore d'être coach d'équipe nationale.

Pour les filles, les bruits de couloir sont forts autour de l'engagement d'Haïtiano-Canadiens, d'Haïtiano-Français, ou d'un Martiniquais. La Martinique, très impliquée dans le scandale haïtien, veut aussi trouver son «*beurre* ». Ainsi, on risque de passer d'éducateur ayant travaillé avec le PSG, dans la D1 française, d'entraîneur d'équipe féminine française de D1, d'enseignant à l'université en Europe, à un amateur, rien pour retourner la politesse à ceux qui ont supporté le forfait contre le football haïtien.

Pour en revenir à Qatar 2022, chaque Haïtien, d'ici ou d'ailleurs, était plus que confiant et attendait fièrement, et avec confiance cet OCTOGONAL en faisant déjà des rêves et des plans de voyage AU PAYS dont on dit qu'il est un paradis, l'EMIRAT du QATAR. D'aucuns n'arrivent pas à se remettre de cette triple déculottée devant le Canada du mois de juin, largement dominé par nos Grenadiers, en 2019. Après la qualification à la Copa America du centenaire, privilège réservé à quelques grands de la Concacaf, les matches, pleins de promesses, face à de grandes équipes, cette dernière décennie, face à l'Espagne, l'Italie, les prestations prometteuses face à l'Argentine, la Colombie, la Bolivie, en 2019 contre le Chili, en terre chilienne, les fans ne s'empêchaient pas d'affirmer que le football était la seule activité qui marchait au pays détruisant le rêve de joueurs comme Jérôme Meshack, déjà capitaine dans la Sélection U-17, qui joua la Mondial FIFA de 2007; Jhonny Placide, à qui était offerte une belle carrière en équipe de France, mais qui, depuis 2008, déjà 13 ans, par amour du pays et par solidarité familiale, renonça à l'équipe de France, à un joueur de grand talent, Hervé Bazile, qui, dès le Mondial de Corée, également portait Haïti dans son cœur et qui, après avoir été maintes fois découragé par des Haïtiens sans scrupule, depuis quatre ans, désormais sacrifie ses vacances, sa vie familiale pour s'entraîner, travailler dur pour offrir a son pays et à sa longue carrière la consécration suprême; Duckens Nazon, lui aussi, depuis bientôt 9 ans, ne vit que pour son Haïti chérie, tous leurs coéquipiers, plus jeunes, Carlens Arcus, un des rares survivants de l'ENTS, James Geffrard, qui «*oublia* » la courtise du Canada , Frantzy Pierrot, qui oublia la USNAMT, Derrick Étienne, qui, à l'instar de son père et de son oncle, les jumeaux Derrick et Derrek, a, lui aussi de la U-17, a choisi Haïti, imité, peu après, par sa sœur, Danielle-Monique, malgré l'offre et la possibilité d'une carrière plus tranquille et surtout plus lucrative, tous les cadres Andrew Jean-Baptiste, encore un défenseur qui a ignoré la carrière avec la US Team pour jouer dans le football haïtien, que son père a honoré; tous ces cadres, Christian Alex, Sony Mustivar, Brian Alcéus, Stéphane Lambese, Josué Duverger, qui ont choisi en Haïti en étant encore en catégorie cadets, de joueurs emblématiques, qui ont fait des sacrifices énormes de plusieurs années pour s'offrir un cadeau royal, ils sont des millions

Les huit pays de la zone disputeront au total 14 matches pour désigner les trois premiers lauréats qualifiés et la quatrième sélection qui disputera les barrages intercontinentaux devant éventuellement qualifier ou non le quatrième représentant de la zone pour ce Mundial, en espérant que la pandémie mondiale ne vienne à nouveau perturber un calendrier déjà remanié avec les vagues successives du virus et ses nouvelles variantes de temps en temps obligeant des adaptations de calendriers de football et de nouveaux protocoles sanitaires

Pour ces trois premières journées, il n'y a vraiment pas eu de surprise dans les résultats. Les scores étaient très serrés : le Mexique, super favori de ces joutes, obligé de jouer à huit clos, suite aux sanctions de la FIFA pour cris racistes dans ses stades, a dû peiner pour s'en sortir avec une courte victoire (2-1) contre les Reggae Boys, seule équipe caribéenne en course, et qui, malgré la pandémie, a eu une longue

Hervé Bazile

préparation avec de nombreux matches en Europe et aux USA pour être au top.

Calendrier et résultats QATAR 2022, ZONE CONCACAF

https://www.concacaf.com/en/world-cup-qualifying-men/schedule-results-world-cup-qualifying-men/

Beaucoup d'Haïtiens n'ont, dommage, pas suivi ces matches

Duckens Nazon

largement diffusés sur toutes les chaînes de TV de la région. Certains en veulent à la Concacaf et à la FIFA, ne comprenant pas comment Haïti, première dans la récente ligue A des nations, troisième invaincue de la Gold Cup 2019, fut obligée de passer par des barrages longs (Belize, Turks and Caicos, Sainte Lucie, Canada) alors que la Jamaïque, El Salvador en Ligue B des nations, avec, en plus de moins bons résultats, en Gold Cup soient qualifiés directement pour cette phase finale octogonale

Après le premier tour les 2, 5 et 8 septembre, une deuxième série de matches est prévue, au début d'octobre, car ayant été retardée dans ses débuts, la série des 14 matches, que chaque équipe devra disputer, impose un calendrier de matches rapproché, et pour la première fois, les éliminatoires d'un Mundial verront des matches se disputer l'année même de la phase finale de 2022, il est vrai, devant se jouer à la fin de l'année pour prévenir l'impact de la chaleur de l'été au Qatar, malgré des stades climatisés.

Il faut aussi insister sur la catastrophe financière colossale que représente cette élimination d'Haïti de FIFA-QATAR 2022

En Plus de l'offre du Qatar de construire ses stades démontables, estimés à des milliards devant être offerts à 12 pays dans le besoin (Haïti était candidate pour en recevoir un et en ce sens s'était bien positionné, allant à disputer un match amical, le 17 novembre 2010, contre le Qatar (Haïti avait gagné 1-0). Bien plus, une participation à une phase finale de MONDIAL rapporte une grosse indemnité qui permettrait à la FHF de se doter d'infrastructures pour héberger plusieurs académies de jeunes CAMP NOUS dans toutes les régions du pays. C'est dans cet objectif que le Congrès électif, qui était celui devant renforcer et étendre la décentralisation du football, en cours depuis des années, et ainsi faire d'Haïti un pays majeur d'exportation de joueuses et de joueurs.

Les matches seront diffusés LIVE par Paramount+

CALENDRIERS

Thursday, Oct. 7
United States vs. Jamaica, 7:30 p.m.
Honduras vs. Costa Rica, 8 p.m. (Paramount+)
Mexico vs. Canada, 9:40 p.m.
El Salvador vs. Panama, 10 p.m. (Paramount+)

Sunday, Oct. 10 (Matchday 5)
Jamaica vs. Canada, 6 p.m. (Paramount+)
Costa Rica vs. El Salvador, 6 p.m. (Paramount+)
Mexico vs. Honduras, 6:45 p.m.
Panama vs. United States, 9 p.m. (Paramount+)

Wednesday, Oct. 13 (Matchday 6)
United States vs. Costa Rica, 7 p.m.
Canada vs. Panama, 7:30 p.m. (Paramount+)
Honduras vs. Jamaica, 8 p.m. (Paramount+)
El Salvador vs. Mexico, 10 p.m. (Paramount+)

Nov. 11-13 (Matchday 7)
United States vs. Mexico
El Salvador vs. Jamaica (Paramount+)
Honduras vs. Panama (Paramount+)
Canada vs. Costa Rica (Paramount+)

Nov. 14-16 (Matchday 8)
Canada vs. Mexico (Paramount+)
Costa Rica vs. Honduras (Paramount+)
Panama vs. El Salvador (Paramount+)
Jamaica vs. United States (Paramount+)

Thursday, Jan. 27 (Matchday 9)
Honduras vs. Canada (Paramount+)
United States vs. El Salvador
Costa Rica vs. Panama (Paramount+)
Jamaica vs. Mexico (Paramount+)

Sunday, Jan. 30 (Matchday 10)
Canada vs. United States (Paramount+)
Honduras vs. El Salvador (Paramount+)
Mexico vs. Costa Rica
Panama vs. Jamaica (Paramount+)

Wednesday, Feb. 2 (Matchday 11)
El Salvador vs. Canada (Paramount+)
United States vs. Honduras
Mexico vs. Panama
Jamaica vs. Costa Rica (Paramount+)

Thursday, March 24 (Matchday 12)
Costa Rica vs. Canada (Paramount+)
Panama vs. Honduras (Paramount+)
Jamaica vs. El Salvador (Paramount+)
Mexico vs. United States

Sunday, March 27 (Matchday 13)
Canada vs. Jamaica (Paramount+)
Honduras vs. Mexico (Paramount+)
El Salvador vs. Costa Rica (Paramount+)
United States vs. Panama

Wednesday, March 30 (Matchday 14)
Panama vs. Canada (Paramount+)
Jamaica vs. Honduras (Paramount+)
Mexico vs. El Salvador
Costa Rica vs. United States (Paramount+)

Classement

TEAM GP W D L GD PTS
1- Mexico, 7 pts, GD 7
2- Canada, 5 pts, GD
3-USA, 5 pts , GD +5
4-Panama, 5 pts, GD 5
5-Costa Rica, 2 points, GD, -1
6-Honduras, 2 points, GD -3
7-El Salvador, 3 matches, 2 points
8-Jamaica, 3 matches, 1 point,

Journal 29 septembre - 6 octobre 2021.qxp_HO 9/29/21 4:04 AM Page 13

LE COIN DE L'HISTOIRE

Suite de la page 4

Le Nouvelliste. Il s'agit cette fois d'une campagne de dénigrement délibérée et systématique, d'une offensive parrainée, selon certaines rumeurs, par le commerce allemand. Notons qu'à l'époque, comme l'indique Alain Turnier, « *le plus grand ennemi du Syrien, les vrais artisans de son malheur étaient les hauts commerçants étrangers, car ce compétiteur menaçait leurs positions, leur puissance financière, leur emprise sur la vie politique du pays* » (*Les États-Unis et le marché haïtien*, p.165). On accuse les Syriens de financer les révolutionnaires Cacos, de fomenter l'agitation et le désordre publics. On affirme les avoir vus, à la chute de Zamor, caracoler dans les rues de Port-au-Prince, foulard rouge au cou et machette à la main. On réclame la stricte application de la loi du 13 août, c'est-à-dire que les Levantins, qui se seraient clandestinement introduits sur le territoire haïtien, soient immédiatement arrêtés et livrés à la justice.

La riposte viendra d'un groupe de citoyens qui perçoivent les Levantinns comme de braves et pacifiques commerçants persécutés par cette funeste loi de 1903, votée à l'encontre de toute équité morale. Leurs défenseurs évoquent la rapidité avec laquelle ils se sont assimilés au milieu, le large crédit que leurs maisons de commerce ont toujours accordé aux familles nécessiteuses et dénoncent surtout cette mesure d'expulsion, une décision politique perverse qui obligea certains de ces étrangers à fermer boutique et à abandonner leurs femmes, des Haïtiennes, et les enfants issus de leur mariage.

À l'opposé, très peu enclin à l'indulgence envers ces nouveaux venus, Hénec Dorsinville, le président de la Chambre de commerce, dresse, pour sa part, un réquisitoire particulièrement cinglant contre leur présence au pays. Il soutient que « *L'élément syrien, n'a apporté en Haïti que sa maladie et sa misère. Qui ne se rappelle, poursuit-il, le Levantin d'il y a une vingtaine d'années, l'homme famélique et déguenillé tendant la main pour avoir la pitance [...] Ce type-là, grâce à des combinaisons dont il a le secret, s'est rendu maître du commerce national* ». Il faut retenir que Port-au-Prince à cette époque ne comptait pas un seul grand commerçant d'origine haïtienne et que le commerce de détail était chaque jour un peu plus envahi par l'immigrant levantin.

Après sa déclaration de guerre contre l'Empire allemand, en 1917, l'État haïtien faisait poser les scellés sur les biens appartenant aux ressortissants allemands et toutes leurs entreprises furent confisquées par l'autorité publique. Haïti était alors un pays occupé par les Américains et ces derniers visaient à remplacer les commerçants allemands par les grands financiers de Wall Street. Cette nouvelle opportunité n'échappera pas à quelques négociants levantins, qui tenteront de profiter de ces circonstances propices à leurs intérêts afin d'assurer leur mainmise sur le commerce haïtien d'import-export.

Le 29 janvier 1920, le Grand Quartier général de la Gendarmerie d'Haïti publiait un communiqué du commandant R. S. Hooker avisant le public en général et les gens d'affaires en particulier que « *Les rumeurs tendant à faire accroire que les Syriens et d'autres étrangers seraient expulsés du territoire haïtien étaient sans fondements [et tout probablement] lancées par des individus sans scrupule, dans le but de faire une propagande à leurs affaires ou d'autres combinaisons* ».

En réponse à tant de sollicitude, 46 commerçants levantins recouvraient de leur signature une longue pétition qui fut remise, en janvier 1921, à la Légation américaine, avec prière de la transmettre au secrétaire d'État des États-Unis, M. Bainbridge Colby. Dans cette lettre collective, la colonie levantine félicitait les autorités de l'Occupation pour leur œuvre de pacification et exprimaient le souhait de les voir rester le plus longtemps possible au pays, afin de bénéficier de leur protection. Inutile de signaler que cette requête ne passa pas inaperçue auprès des milieux nationalistes qui réprimandèrent dans les termes les plus sévères cette initiative hostile des Levantins envers le pays qui les avait accueillis. Notons qu'à la même époque, après un consistoire du Clergé catholique tenu à Hinche, Mgr Conan réclama formellement des Américains le renouvellement de la Convention d'occupation du pays. Cette résolution du Clergé souleva un immense tollé d'indignation chez les fidèles, tant et si bien que, certains d'entre eux iront jusqu'à l'apostasie, l'abandon public et volontaire de l'Église.

Quand les commerçants arabes recommencèrent à prospérer, sous la présidence de Sténio Vincent, celui-ci publia son décret-loi du 16 octobre 1935 prohibant le commerce de détail aux Haïtiens naturalisés et aux étrangers. La décision n'était pas entièrement dénuée de calcul de la part du président, qui entendait surtout satisfaire sa clientèle politique et rassurer ses partisans. Jugée xénophobe et démagogique par l'opposition, la « *loi du détail* », à entendre Vincent et ses ministres, entrait dans la catégorie des actions de justice sociale du gouvernement, puisqu'il donnait à l'Haïtien des classes moyennes l'opportunité d'ouvrir son commerce et de devenir son propre patron. Vincent considérait les Haïtiens comme un peuple d'agriculteurs et de petits commerçants et accusait, plus ou moins ouvertement, les Levantins de coloniser le pays de l'intérieur, mettant directement en péril le commerce national. Par mille moyens détournés, les négociants levantins réussiront à contourner cette loi de Vincent, qui ne parviendra jamais à les évincer du commerce de détail où ils s'accrochent et réussissent, même assez bien dans certaines spécialités. Pour décrire leur influence politique, alors grandissante, Julio Jean Pierre Audain reprend les propos du Dr J. C. Dorsainvil qui « *jugeait néfaste pour l'avenir national la dépendance des hommes politiques haïtiens aux intérêts des commerçants levantins. Devenus les bienfaiteurs de certains députés et sénateurs, ces commerçants constituent un vrai groupe de pression ou " lobby " de la politique intérieure* ». (*Les ombres d'une politique néfaste*. p.93)

Sous le gouvernement de Lescot les négociants levantins se constitueront en oligarchie financière dominante et profiteront, comme personne, des largesses du président. La complaisance de Lescot envers les commerçants étrangers restera d'ailleurs une des particularités typiques de son régime. Pour commencer, le décret présidentiel du 11 janvier 1943 donnait satisfaction à la colonie syro-libanaise en ouvrant le commerce de détail aux citoyens d'origine étrangère. Pendant toute la période coïncidant avec la Seconde Guerre mondiale, Lescot réservera le monopole de l'importation et de la distribution des produits stratégiques à ses amis levantins qui amasseront rapidement des fortunes colossales. On peut compter les familles Baboun, Bigio, Bouez, Abitbol, Talamas, Silvera parmi les bénéficiaires directs des libéralités de Lescot. C'est Lescot qui, le premier, les introduira dans la fonction publique haïtienne. Pour remplir le difficile poste de préfet de Port-au-Prince, il fit appel à Marc Nahoum, un jeune homme issu de la classe des immigrants levantins. Lescot rompait avec les vieilles orthodoxies qui interdisaient les charges politiques aux immigrants blancs et son initiative sera, bien entendu, imitée par ses successeurs.

Paul Magloire reprendra le même Marc Nahoum dans la même fonction pendant la période agitée de sa fin de mandat. Duvalier choisira comme conseiller spécial Ludovic « *Dodo* » Nassar, placera Jean Deeb à la tête de l'Hôtel de Ville de Port-au-Prince, fera de Rudolph « Rudy » Baboun son consul à New York, puis, à Miami, avant de l'envoyer à titre d'ambassadeur à Mexico, en 1959. Il fera du fondateur et propriétaire de l'Hôtel Villa-Créole, le Dr Reindal Assad, son secrétaire d'État au Tourisme et, pour couronner le tout, nommera le Dr Carlo Boulos au poste de secrétaire d'État à la Santé publique et à la Population. L'élévation de ce dernier à cette fonction autorisera même certains observateurs à le considérer comme le premier immigrant d'origine libanaise à exercer une charge politique et administrative importante dans le pays.

Pour en revenir à Lescot, lors des grandes controverses sociales engagées après sa chute, en 1946, les Mulâtres affirmeront n'avoir pas été invités au festin organisé par Lescot, qu'ils en auraient même été écartés à l'avantage des Levantins, dont la suprématie financière se sera tellement consolidée, depuis lors, qu'elle était devenue insurmontable. Personne n'aura mieux décrit cette situation qu'Étienne Charlier, quand il écrivait dans *La Nation* du 23 janvier 1946 : « *Le gouvernement déchu a fait une politique systématique de couleur d'abord au profit de quelques requins étrangers et ensuite, et seulement au second plan, au profit d'un secteur restreint de la bourgeoisie nationale [...] en majorité mulâtre. Les gros requins étrangers ont consolidé leur domination sur l'économie du pays [...] la bourgeoisie nationale a dû se contenter des miettes du festin et s'est relativement prolétarisée* ».

Aujourd'hui, on peut considérer que la communauté syro-libanaise s'est complètement assimilée au reste de la population haïtienne. Elle s'est tout à fait intégrée à la vie économique, politique et sociale du pays, exactement comme l'on fait les millions de Levantins établis aux États-Unis, au Brésil, en Argentine ou au Venezuela. En Haïti, en dehors de quelques vieilles recettes de cuisine ou de rares traditions familiales, rien ou presque rien, n'a survécu des usages et des coutumes ancestrales. Les jeunes issus des nouvelles générations se sont tous intégrés au pays, ils ne parlent plus l'arabe et s'identifient tous comme Haïtiens.

.D. *coindelhistoire@gmail.com* **(514) 862-7185.**

HAPPENINGS!

Continued from page 1

d Vision which was working in the Dominican Republic supporting needly families. After the 2008 hurricanes that caused much destruction, especially in the Artibonite region, we did some fundraising to help the people. The money failed to get to their rightful destination. That's when we really decided to do the work ourselves."

Being from Anse-à-Veau, in the Nippes department, she began working there with the youth, in agricultural projects, providing seed, money and expertise. Today, the gardens have become famous for watermelon and "jouwoumou," the large Haitian squash that is used for the special January 1st soup, a symbol of Haiti's independence. While the "jouwoumous" from the Nippes have gotten regional reputation, with every passing January 1, she envisages for the tradition to become transnational. That's another story.

Nowadays, Artists Village comes to the rescue in unexpected ways. Since June when gangs caused thousands of people to flee from their homes in Fontamara and Martissant, southern suburbs of Port-au-Prince, some people found shelter at the large soccer stadium in Carrefour. Artists Village has provided warm meals for thousands during the weekends. Following that example, *Radio Lumière*, the evangelical radio chain, with an outlet in Carrefour, has done the same.

Ms. Cayo is confident that others with more means that Artists Village will come to the support of the organization, the vision of which will eventually help in making Haiti into an attractive country for its citizens who won't have to risk their lives in search of a better life, often losing their life in the process, if not being humiliated publicly, as has happened in Del Rio, Texas recently, and on top of it being shipped back to the hellish place from which they fled.

You can visit Artists Village website at *artistsvillage.org*, contact Ms. Cayo by email at *ronide28@msn.com*, or by phone, at 347-489-6611.

RAJ
29 September 2021
raljo31@yahoo.com

Journal 29 septembre - 6 octobre 2021.qxp_HO 9/29/21 4:04 AM Page 14

POÉSIE

Sous le Pont del Rio

Sous le Pont del Rio,
L'on m'y bat, l'on m'y bat,
Au dos comme aux bras ;
Comme ça, comme ça
Sous le Pont d'El Rio.

Sous le Pont del Rio,
L'on m'y fouette, l'on m'y fouette,
De haut en bas, pire qu'une bête
Comme ça, comme ça
Sous le Pont d'El Rio.

Tes grands chevaux
Me causent plus de maux,
Comme ça, comme ça.
Ces vilains messieurs
Faisant des bruits d'essieux
Comme ça, comme ça,
Comme au temps de l'esclavage
Avec force et avec rage
Me fouettent comme ça
Sous le Pont del Rio.

Sous le Pont del Rio,
Nos belles femmes pleurent comme ça
Et puis encore comme ça
Sous le Pont del Rio.

Sous le Pont del Rio,
Nos filles sont humiliées comme ça
Et puis elles ont pleuré comme ça,
Sous le Pont del Rio.

Sous le Pont del Rio,
Mon cœur a pleuré
Comme ça, comme ça.
On m'a humilié
Comme ça, comme ça
Sous le Pont del Rio.

Cesse tes méfaits à
Martissant,
Comme ça, comme ça,
Cesse le flot de notre sang
Comme ça, comme ça.
Et comme ça
Plus tu ne nous reverras
Plus tu ne nous fouetteras
Comme ça, comme ça
Sous le Pont del Rio.

Sous le Pont del Rio,
J'y suis venu comme ça
Parce sans le moindre répit,
Tu as exploité mon pays,
Mon sous-sol, mes mers,
Mes père et mère
Comme ça, comme ça.

Cesse tes exploitations,
Tes frauduleuses élections
Et comme ça
Je ne reviendrai jamais plus
Me faire humilier pour tes superflus
Comme ça, comme ça
Sous le Pont del Rio.

Sous le Pont del Rio
Comme tu m'as humilié
Tu m'as bien fait pleurer
Comme ça, comme ça.
Tu l'as fait comme ça
Parce que tu as oublié
La bataille de Savannah
Comme ça, comme ça.

Sous le Pont del Rio
J'ai craché sur mes dirigeants,
Ces gens de mauvais rang
Comme ça, comme ça,
Car si je me retrouve sous ce pont
C'est parce qu'ils volent tout en rond
Et t'offrent le pays
Pour un sou, à vil prix
Comme ça, comme ça.

Sous le Pont del Rio,
À tes coups de lasso,
Nous avons crié haut et fort,
Bravant même la mort :
« Grenadiers à l'assaut !»
Sous le Pont del Rio.

Sous le Pont del Rio,
Tu m'as fouetté, humilié
J'ai pleuré, pleuré et pleuré
Comme ça, comme ça
Et j'ai repris mon courage
À la hauteur de mon âge
Comme ça, comme ça
Et comme ça je t'ai crié :
Bay kou bliye
Pote mak sonje
Comme ça, comme ça
Sous le Pont del Rio.

Louis Carl Saint Jean
Samedi 25 septembre 2021,
16 h 10

NOUVELLES BRÈVES

Suite de la page 3

nt aussi le meurtre du diacre Sylner Lafaille, suivi du kidnapping de son épouse, maintenant veuve,
avance que c'est « *franchir les limites inimaginables* ». On assiste, impuissant, dit l'OPC, « *à l'échec de ceux qui sont chargés de protéger les vies et les biens des citoyens* ».

VBI a rappelé que le 1er avril dernier, des bandits armés avaient investi l'enceinte de l'Église adventiste de Diquini, banlieue sud de Port-au-Prince, en plein culte d'adoration. Ils avaient kidnappé le pasteur, officiant en chaire, le directeur de la chorale, ainsi que deux autres membres de l'église. Bien que les caméras aient enregistré les images de la scène montrant les brigands sans masques, aucune action n'a été entreprise par les autorités contre les malfrats, membres de *Krisla*, un gang proche du pouvoir.

En ce même mois d'avril, on soulignera qu'une dizaine de missionnaires catholiques, dont deux de nationalité française, avaient été kidnappés par les gangs dits de « *400 Mawozo* », dans la zone de la Croix des Bouquets, au nord de la capitale, et gardés en otage durant plus de deux semaines avant qu'ils ne soient libérés pour un montant jamais révélé.

Tout se passait alors sous l'égide de feu Jovenel Moïse, président de facto. Et cela continue sans désemparer, sous l'œil bienveillant du Premier ministre Ariel Henry. Jusques à quand ? Nous ne cesserons de répéter ce slogan, qui n'est pas à ignorer : « *Si zafè gang nan pa regle, anyen p ap regle ann Ayiti !* »

États-Unis-Brèves

La compagnie Pfizer a annoncé hier, mardi 28 septembre, qu'un vaccin pour enfants de 5 à 11 ans est soumis aux autorités sanitaires des E.U. pour approbation, et que, d'ici la fin d'octobre, on pourrait commencer l'inoculation des enfants. Ce ne serait pas trop tôt venu, car les hôpitaux pour enfants n'ont presque plus de place.

***Date limite pour se faire vacciner.** Ce vendredi, après-demain, 1er octobre, est la date limite pour les employés de la ville de New York d'être inoculés. Que les retardataires se précipitent. Entre-temps, il est dit que le taux des vaccinés à New York a atteint les 92 %.

***C'est admis officiellement, le retrait en catastrophe des Américains d'Afghanistan fut « *une faillite stratégique* ».** Hier, mardi, 28 septembre, deux haut gradés du Haut état-major des Forces américaines, les généraux Mark Miley et Frank McKenzie, ainsi que le ministre de la Défense, Lloyd Austin, se trouvaient par devant le Congrès pour répondre aux questions des législateurs, insatisfaits du chaos qu'a causé le retrait en désordre des troupes américaines de l'Afghanistan, après une guerre qui a duré une vingtaine d'années.

Selon les deux généraux, ils avaient recommandé qu'au moins 2 500 soldats restent sur place, afin de procéder à un retrait ordonné. Pourtant, le président Joe Biden, lors d'une entrevue télévisée, le 19 août, avec George Stephanopoulos, de la chaîne ABC, avait dit ne rien se rappeler de pareil conseil.

Drôle de coïncidence, le chaos constaté en Afghanistan et l'autre chaos qu'est Haïti, surtout après les traitements inhumains des migrants haïtiens, à Del Rio, Texas, pourraient entraîner l'échec du président Biden, s'il se met en tête de de se faire octroyer un second mandat, en 2024. (Voir l'analyse de Léo Joseph, en page de garde : « *Haïti, tombeau de diplomates, potentiel sépulcre de président* ».

Pierre Quiroule II
29 septembre 2021

L'ENVOYÉ SPÉCIAL POUR HAÏTI DANIEL FOOTE PART AVEC FRACAS

Les Etats-Unis et la communauté internationale sur la sellette

La politique interventionniste dénoncée avec véhémence

Suite de la page 8

se soit trouvé en désaccord avec le personnel de l'ambassade américaine, à Port-au-Prince. Car, dans sa lettre, il expose les besoins des Haïtiens, à partir des griefs qui ont été véhiculés. Pourtant ces mêmes doléances ont été exposées à toutes les délégations qui ont été envoyées en mission en Haïti avant lui. Il a donné le motif de l'échec de ces délégations, et des diplomates en poste au pays. En ce sens, l'ambassadeur Foote a vendu la mèche quand il dit, dans sa lettre, la teneur de ses rapports a été falsifiée, dénaturée, de manière à lui faire dire le contraire des faits qu'il a soumis. Ici, encore, il saisit l'opportunité pour éclairer la lanterne du secrétaire d'État, par rapport aux besoins du peuple haïtien, qui ne coïncident pas nécessairement avec les intérêts des Américains, ou de tous les autres pays ayant des représentations diplomatiques en Haïti. Lisons Daniel Foote :

« *Mais ce que nos amis haïtiens veulent vraiment, et ce dont ils ont besoin, c'est d'avoir la possibilité de tracer leur propre voie, sans marionnettes internationales et sans candidats favoris, mais avec un véritable soutien pour cette option. Je ne crois pas qu'Haïti puisse connaître la stabilité, tant que ses citoyens n'auront pas la dignité de choisir réellement leurs propres dirigeants, de manière équitable et acceptable. La semaine dernière, les États-Unis et d'autres ambassades, à Port-au-Prince, ont publié une autre déclaration publique de soutien au Premier ministre de facto, non élu, le Dr. Ariel Henry, en tant que dirigeant intérimaire d'Haïti. Ils ont continué à vanter son " accord politique ", en lieu et place d'un autre accord plus large, élaboré antérieurement par la société civile. La prétention démesurée qui nous fait croire que nous devrions choisir le vainqueur — encore une fois — est impressionnante. Cette série d'interventions politiques internationales, en Haïti, a toujours produit des résultats catastrophiques. De nouveaux impacts négatifs sur Haïti auront des conséquences calamiteuses, non seulement en Haïti, mais aussi aux États-Unis et chez nos voisins de l'hémisphère* ».

Notons que parmi les personnes à qui Daniel Foote a adressé copies de sa lettre figure aussi Kenneth Merten. Ancien ambassadeur des États-Unis en Haïti, M. Merten occupe la fonction de directeur général par intérim, au Département d'État. On a toujours attribué un rôle à M. Merten, dans l'affaire PetroCaribe. Sinon un salarié des entreprises Bigio. Selon des sources proches du Département d'État, il pilote, derrière la scène, les initiatives diplomatico-politiques sur Haïti, veillant toujours que les intérêts des Clinton dans les affaires haïtiennes soient bien protégés. (On y reviendra).

Ariel Henry déclaré illégitime par Daniel Foote

Il semble que Daniel Foote ne faisait pas bon ménage avec Ariel Henry et l'équipe qu'il dirige. Dans cette même lettre, au secrétaire d'État, il attire l'attention sur lui comme étant de facto, un fonctionnaire non élu. Dans la foulée, il critique la communauté internationale (les Américains et les autres) de privilégier l'accord dit d'Ariel Henry, celui qu'il a signé avec le secteur démocratique et populaire (André Michel, Marjorie Michel et le sénateur Nènèl Cassy), contre celui désigné sous l'appellation Accord de Montana proposé par les partis politiques et la société civile.

Il est opportun de se demander s'il y a eu conflit entre Foote et ses collaborateurs, au Département d'État, autour de la personne du chef de l'Exécutif bicéphale qui continue de bénéficier de l'appui de Washington. Toutefois, le fait par l'ex-Envoyé spécial de dénoncer l'ingérence étrangère, dans les affaires internes d'Haïti — et qui remonte à des décennies — risque d'entraîner des conséquences immédiates, par rapport à la manière dont ces démocraties, cherchant toujours à influencer la politique nationale, jusqu'au choix des présidents, a toutes les chances de s'articuler autrement.

Rien à faire, les accusations de l'ambassadeur Boote concernent, non seulement les États-Unis, mais aussi toute cette communauté de diplomates représentant surtout les bailleurs de fonds d'Haïti et les États assimilés aux grandes démocraties. En un mot, les dénonciations de l'ex-Envoyé spécial pour Haïti mettent toute la communauté internationale sur la sellette.

Les démêlés de Daniel Foote avec le Département d'État basés sur sa dénonciation des mauvais traitements, dont ont été l'objet les migrants haïtiens, ne manqueront pas d'attirer l'attention de journalistes fouineurs, toujours à l'affut d'un sujet intéressant, surtout ce qu'on traduit par « *intérêt humain* », dont le cas des réfugiés haïtiens constitue un sujet accrocheur.

L.J.

Journal 29 septembre - 6 octobre 2021.qxp_HO 9/29/21 4:04 AM Page 15

DANS LA FOULÉE DE LA DÉPORTATION MASSIVE DES MIGRANTS HAÏTIENS

Haïti, tombeau de diplomates, potentiel sépulcre de président

Joe Biden et l'effet boomerang de ses mauvaises décisions

Suite de la page 9

les réfugiés haïtiens à leur pays d'origine. Les prises de position, franchement révoltantes, émises par les démocrates, à tous les niveaux, témoignent de l'universalité de l'opposition à laquelle s'est heurté le président américain.

Deux congressistes démocrates, qui condamnaient sans appel la politique migratoire du prédécesseur de Donald Trump, Ayanna Pressley, du Massachussetts, et Maxine Waters, de la Californie, sont allées très vite en besogne. Pour la première, *C'est flagrant, au relent de supériorité blanche* ». Pour Mme Waters, elle y trouve « *Pire que ce que nous avons vu sous l'esclavage* ».

À la lumière de la réalité des faits, il semble que l'administration Biden soit déconnectée de son propre gouvernement et du parti. Sa vice-présidente se retrouve aux antipodes de son programme de déportation massive des migrants haïtiens, qui se dit « *préoccupée* » par cette décision. Avant de déclarer : « *Des êtres humains ne devraient jamais faire l'objet de pareils traitements, cela me préoccupe profondément* ».

De son côté, le sénateur Charles « Chuck » Schumer, démocrate de New York, leader de ce parti au Sénat, critique cette décision prise à l'encontre des migrants haïtiens, qu'il assimile à la politique de l'ex-président républicain Trump « *ignorant nos lois sur les réfugiés* ». Dans la foulée, il demande à M. Biden de mettre fin aux expulsions.

Intervenant à son tour, faisant chorus avec les voix qui s'élèvent contre la mesure draconienne du président américain, la cheffe démocrate au Congrès américain, Nancy Pelosi, démocrate de la Californie, a lancé ce tweet : « *Les rapports sur les mauvais traitements infligés aux migrants haïtiens fuyant la violence et la dévastation suscitée par des catastrophes naturelles sont profondément troublants, notamment l'utilisation inappropriée de ce qui ressemble à des fouets agités par les agents de la Patrouille frontalière, à cheval, pour intimider les migrants* ».

Un membre du Congrès floridien, d'origine haïtienne, Dotie Joseph, n'est pas restée indifférente par rapport à cette monstruosité. Membre de l'Assemblée de l'État de la Floride, Mme Joseph s'en prend à cette décision du président Biden, accusant ce dernier d'afficher « *une énorme mauvaise foi* » ayant recours au Titre 42, une disposition prise sous l'administration de Donald Trump. Elle donne aux fonctionnaires fédéraux de plus larges manœuvres dans l'expulsion de migrants, sous prétexte de contrôler la propagation de la COVID-19.

Un autre haut fonctionnaire d'origine haïtienne, un autre démocrate de belle eau, n'a pas laissé passer cette occasion pour prendre ses distances par rapport à cette décision infâme de Joe Biden. Patrick Gaspard, président du *Center for American Progress (*CAP), suite à une visite à Del Rio, ayant vu, de ses propres yeux, dans quelles conditions étaient parqués ces réfugiés, n'a pas caché sa déception.

M. Gaspard s'est prononcé en ces termes : « *Tous les Américains devraient être consternés par les conditions auxquelles sont confrontés les migrants, à la frontière sud des États-Unis. De nombreuses familles — même celles accompagnées de jeunes enfants — venues ici chercher protection, pour échapper aux catastrophes naturelles, à la pauvreté, à la violence et à l'instabilité politique dans leur pays d'origine, Haïti, une décision difficile à prendre dans le cas de n'importe quelle personne* ».

Patrick Gaspard, qui avait, auparavant, représenté les États-Unis en tant qu'ambassadeur en Afrique du Sud, sous l'administration de Barack Obama, ajoute : « *L'administration Biden doit faire davantage pour protéger les Haïtiens, en commençant par arrêter immédiatement les déportations vers Haïti. Les conditions actuelles dans le pays ne peuvent pas supporter ces déportations. L'administration doit également s'assurer que toutes les personnes à la frontière sont, au minimum, traitées humainement et reçoivent de la nourriture et de l'eau, un abri et des soins médicaux, si nécessaire. De même, l'administration doit enquêter et demander des comptes sur les actions de la Patrouille frontalière américaine, de ces derniers jours, y compris les images horribles d'agents utilisant apparemment des fouets sur des migrants haïtiens. De tels mauvais traitements sont inacceptables et ne doivent jamais être autorisés* ».

En ce qui a trait à la loi évoquée pour prendre cette décision barbare, Patrick Gaspard souligne : « *Enfin, je demande à l'administration Biden de s'engager à respecter un calendrier ferme pour mettre fin au Titre 42, la politique de l'ère Trump qui a été invoquée pour refuser les personnes demandant l'asile (...)* ».

Les Nations Unies monte au créneau

Quand bien même les représentants des Nations Unies n'auraient pas cité nommément le président américain, les interventions qu'ils ont faites ne laissent aucun doute par rapport à celui à qui elles sont destinées.

En effet, par l'organe de la porte-parole du Haut Commissaire des droits de l'homme (HCH) de l'ONU, dirigé par Filippo Grandi, basé à Genève, en Suisse, Marta Hurtado, a déclaré, lors d'une conférence de presse : « Nous sommes profondément inquiets du fait qu'il n'y ait eu aucun examen individuel dans le cas des Haïtiens ». Elle a attiré l'attention sur le fait qu'il a eu violation de la loi internationale sur les migrants.

Coincé de toutes parts, Joe Biden fait marche-arrière

De toute évidence, la mauvaise décision à l'égard des réfugiés haïtiens, prise hâtivement par le président Biden, a déclenché une levée de boucliers quasiment universelle contre lui. Se voyant coincé de toutes parts, il a immédiatement décidé de faire marche arrière, par rapport à sa politique d'expulsion massive des Haïtiens. Aussi, a-t-il déclaré : « *C'est scandaleux, je vous le promets, ces gens vont payer* ».

Continuant sur sa lancée, M. Biden d'ajouter : « *Je suis président, mais c'était horrible de voir ce que vous avez vu, des gens les traiter comme ils l'ont fait. Un peloton de chevaux a failli écraser des personnes attachées. C'est scandaleux Je vous le promets, ces gens vont payer. Il y a une enquête en cours, et il y aura des conséquences. C'est dangereux (...), cela envoie le mauvais message au monde, au pays. Tout simplement, ce n'est pas qui nous sommes* ».

Des secteurs haïtiens crient au racisme

Nombre d'Haïtiens, particulièrement ceux qui n'ont pas trop sympathisé avec Joe Biden, disent constater le même racisme affiché par Donald Trump. Aussi véhiculent-ils des propagandes anti-Biden sur les réseaux sociaux, notamment une vidéo attribuée à ce dernier, alors qu'il était président du Comité des Affaires étrangères du Sénat.

Certes, ces propos prêtés au chef de la Maison-Blanche, qui était, lors de sa campagne présidentielle, accueillis avec un grain de sel par plus d'un, sont mis sous un nouvel éclairage, suite à l'expulsion massive des réfugiés haïtiens. M. Biden, qui faisait croire que ces paroles étaient prises hors contexte, va devoir trouver d'autres arguments pour convaincre les incrédules. Voici ce qu'il a répété dans cette vidéo : « *Si Haïti — chose terrible à dire — sombrait dans la mer des Caraïbes ou s'élevait de 300 pieds, cela n'aurait pas beaucoup d'importance pour nos intérêts (USA)*».

Dans la meilleure tradition de la présidence américaine, le chef d'État en fonction aspire à un second mandat pour couronner sa carrière politique. Car la défaite d'un occupant de la Maison-Blanche, rejeté par les électeurs, lors de sa seconde campagne, constitue une humiliation dont la victime ne se remet qu'après de longues années.

Or, suite à toutes ces prises de positions d'hommes et de femmes politiques de son propre parti critiquant sévèrement le jugement de Joe Biden, dans le cas des Haïtiens, il y a fort à parier qu'il n'aura pas la partie belle, si d'aventure il optait pour briguer une deuxième fois la présidence. Assurément il aura toutes les peines au monde à reconstruire la coalition qui avait rendu sa victoire possible, en 2020. Sans aucun doute, les électeurs d'origine haïtienne, qui ont contribué à le porter aux nues, ne seront pas au rendez-vous.

Mais M. Biden aura été confronté, également, à ses mauvais jugements, par rapport à Afghanistan. Aussi bien à ses politiques nationales mal reçues par la nation ayant contribué à la baisse de sa popularité dans les sondages.

Autant donc dire, l'effet boomerang des mauvaises décisions de Joe Biden reviendront le hanter. Il a toutes les chances de faire un seul et unique tour de piste, à la Maison-Blanche. Ce sera le harakiri politique.

L.J.

Journal 29 septembre - 6 octobre 2021.qxp_HO 9/29/21 4:04 AM Page 16

Sports

SÉISME DÉVASTATEUR DANS LE GRAND SUD
Les clubs de football des Cayes : SOS à la FIFA

Par Ricot Saintil

Face au silence complice de la Fédération haïtienne de football (FHF) envers les clubs de football du Sud, l'America des Cayes, le Juventus et la Ligue de football des Cayes ont exposé, dans une correspondance adressée au président de la Fédération internationale de football Association (FIFA), Gianni Infantino, la pénible situation dans laquelle patauge le football cayen, suite au passage meurtrier du séisme du 14 août 2021 sur cette région d'Haïti, qui, notamment, a causé des dégâts importants dans les départements des Nippes, de la Grand-Anse et du Sud. Au même titre des différents secteurs (religieux, éducatif, culturel, etc.) touchés par ce séisme, le football n'a pas été épargné. Les dirigeants et les joueurs de football ont perdu des proches, des maisons sont endommagées et les infrastructures sportives sont sévèrement touchées. N'ayant reçu aucun signe de la FHF, plus d'un mois après le drame, le football cayen passe à l'offensive pour solliciter l'aide de la FIFA, mais aussi pour lui demander de jeter un regard critique sur le Comité de normalisation qu'il a mis en place.

En effet, que nous sachions, la Fédération haïtienne de football n'a sorti aucune note relative au séisme dévastateur du 14 août 2021. Elle n'a pas jugé nécessaire, c'est le moins que l'on puisse dire, d'envoyer même une note de sympathie aux victimes du séisme en signe de solidarité, voire apporter son aide à la grande famille du football. Comme sur plusieurs dossiers brûlants, qui, de toute évidence, nécessitaient une intervention officielle des dirigeants du foot haïtien la FHF, le Comité de normalisation a fait parler son indifférence. Il a gardé, encore une fois, son silence, lequel s'apparente à un mépris, mais surtout à un manque de responsabilité à l'endroit des clubs affiliés à la FHF. En temps normal, la FHF devrait s'enquérir de la situation des clubs de football des 3 départements touchés par le séisme du 14 aout 2021, elle devrait, le cas échéant, déployer une équipe technique, en vue d'une évaluation des infrastructures sportives, mais surtout d'apporter son soutien moral et financier aux clubs locaux. Rien de tout cela n'a été fait. Ces derniers sont livrés á eux-mêmes.

« *De tous les secteurs, hormis le football, la solidarité fuse de partout au peuple sudiste d'Haïti, alors que le secteur auquel nous appartient ne se montre pas et cela après environs un mois. Or, le football, dit-on, est une famille. Bizarre quand même, l'association la plus proche de nous et de laquelle nous dépendons comme clubs affiliés, a fait fi de nous. Pas une visite à nous qui sommes victimes, depuis ! Face à ce constat, nous sommes en droit de nous questionner sur l'existence de cette Commission de normalisation dont nous héritons depuis le bannissement, par votre office, de l'ancien président de la FHF, le Dr Yves (Dadou) Jean-Bart* », peut-on lire dans la lettre adressée á Gianni Infantino portant la signature du président de l'America des Cayes, Jean Yves Bernard, de celui de la Juventus des Cayes, André Franel Étienne, et du secrétaire général de la Ligue de football des Cayes, Jackson Sylvain.

Les dirigeants des Cayes, mandatés, disent-ils, par les clubs de D2 et les autres entités sportives de leur communauté, invitent la FIFA à faire preuve de solidarité envers les clubs de football, comme ce fut le cas après le passage du cyclone Mathieu, qui a ravagé le Sud, en 2016. La FIFA, à cette époque, n'était pas restée indifférente, elle avait notamment apporté son soutien pour la rénovation du Land des Gabions. « *Aujourd'hui encore ce temple du football cayen, que partage l'ensemble des clubs de la communauté, a été frappé de plein fouet. Son indisponibilité actuelle nous inquiète et son état s'aggrave de plus en plus avec l'installation des victimes du séisme, servant d'abris provisoires. Le " Land des Gabions " devrait être restauré au plus vite pour la pratique du beau jeu qu'est le foot* », poursuivent-ils dans la note.

Cette démarche des dirigeants du football des Cayes est une preuve d'amour et d'attachement à notre sport roi. La hiérarchie voudrait que l'entité mondial du foot écrive à la Fédération haïtienne de football pour lui demander de leur venir en aide, ou, du moins, d'intercéder en leur faveur auprès de la FIFA. Mais, la situation actuelle de la FHF laisse à désirer. Personne ne sait ce qui se trame aujourd'hui au sein de la FHF. L'heure est à la spéculation. Est-ce une stratégie du Comité de normalisation ? Si oui, à quelle fin ? De toutes manières, il va falloir, à un certain moment, que les membres du Comité de normalisation sortent de leur silence pour faire la lumière sur les responsabilités et obligations qui leur incombent. La nature, dit-on, a horreur du vide. C'est sans nul doute la raison pour laquelle les dirigeants des clubs de la ville des Cayes ont outrepassé leur droit en s'adressant directement à la FIFA, en lieu et place de la FHF. Tout compte fait, ce n'est pas seulement les clubs des Cayes qui sont dans l'impasse, c'est le football dans son ensemble qui vit l'un des moments les plus sombres de son histoire. Quoi faire pour sortir le football de cette calamité ? voilà une question à laquelle la réponse se fait encore attendre.

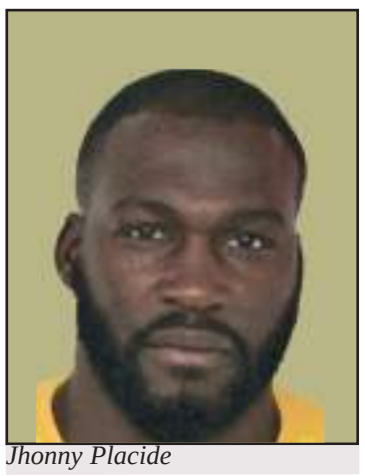
R.S.

ÉLIMINATOIRES COUPE DU MONDE 2022 : ENCORE DES REGRETS ÉNORMES POUR HAÏTI
Un niveau qui était nettement à la portée du football haïtien

Par Jacques Brave

C'est le jeudi 2 septembre que le coup d'envoi du super-huit (8) devant qualifier trois à quatre pays de la CONCACAF, pour la Coupe du monde Qatar 2022, a débuté. Déjà, trois journées se sont disputées et, constatant le niveau de jeu moyen et largement à la portée des Haïtiens, ces derniers devront amèrement regretter que leur équipe nationale ait été démantelée, car jamais, depuis Argentine-1978, lorsqu'on avait fini deuxième, derrière l'unique qualifiée, le Mexique, Haïti n'a paru autant si armé et capable de se qualifier pour une phase finale qu'à travers cet octogonal. Chaque Haïtien, surtout les mordus du ballon rond, et ils sont des millions, à travers le monde, doit regretter qu'Haïti ait été éliminée piteusement de cette Coupe du monde sur laquelle on fondait beaucoup d'espoir pour une grande fête.

En effet, les Haïtiens ne comprendront Jamais comment, avec les mêmes joueurs, qui se sont illustrés, en 2019, en finissant troisième sur 41 pays soit éliminée si honteusement par la même équipe canadienne. Comment, des pays classés, que nous avions devancés, il y'a peu, comme Canada, El Salvador, Honduras, Panama... Costa Rica, Jamaïque soient présents dans ce tour des huit meilleures (8) équipes de la Concacaf, par gestion catastrophique et insouciante, une préparation exécrable « *tèt chat* », ne puisse rentrer dans ce tour décisif. Il est vrai qu'avec le recul la catastrophe était prévisible, malgré la Covid, qui est une catastrophe mondiale. encore ayant beaucoup moins frappé Haïti, comment toutes les équipes nationales ont mis à profit l'aide économique de la FIFA et ont bien préparé leur campagne éliminatoire avec des stages dans des centres huppés, alors qu'Haïti a improvisé si piteusement, à tous les niveaux, pour se présenter dans une course, au Mondial, sans préparation, en touristes même sur les plages «*coronaphiles* » de Santo Domingo ou des ballades de shopping et hôtels de Miami, loin d'un centre d'entraînement spécialisé dans cette ville, une ayant le taux le plus élevé de contamination à la COVID au monde.


Jhonny Placide

Jerôme Meschak

De toute évidence, un « *manfoubinisme* » (une insouciance) ayant découragé des joueurs qui misaient tout sur cet octogonal pour écrire l'histoire et terminer sur une note héroïque une longue carrière au service de l'équipe nationale. Tout cela par la faute de nous TOUS, Haïtiens, restés bouche bée face au PSUNAMI ANNONCÉ d'Ernso Lorence et de Romain MOLINA de « *Kraze foutbòl la plat atè* ». Étonnement, des journalistes se font mêmes avocats du diable et ont le toupet de parler, de donner ... du temps au coach sans compétence ni expérience. Ou invitent à la reconstruction en conservant les mêmes, pour repartir sans même faire le bilan de l'énorme tort fait au pays avec ce gâchis monumental, qui était prévisible avec des décisions inimaginables. Prendre un sélectionneur national sans formation, sans expérience et, dommage, déjà en litige pour ses écarts passés comme joueurs avec ceux qu'il a été appelé à diriger, décision justifiée sous un faux prétexte de nationalisme mal placé.

Le Mexique, le football, de très loin, le plus avancé de la zone, tous les pays d'Amérique centrale vont chercher et choisissent LHOMME COMPETENT et CAPABLE pour diriger leur équipe nationale. Actuellement, même le Brésil, oui, l'orgueilleux et glorieux BRÉSIL n'a pas un ENTRAÎNEUR NATIONAL FEMININ scandinave. Aussi l'Angleterre, berceau du football, la France (Stefan Kovacs), l'Espagne (Kubala), les États Unis (Juergen Klismsn), l'orgueilleuse RUSSIE, etc. etc. toutes ces grandes nations vont décrocher

Suite en page 12